

50/40648/40543



F/12

SOCIÉTÉ DES NATIONS

BREF EXPOSÉ DES ACTIVITÉS

de la

Société des Nations et de ses organes
en 1940 et 1941

présenté par le Secrétaire général par intérim

Genève, 1941.

[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]

N° officiel: C. 41. M. 38. 1941.

Genève, juin 1941.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

BREF EXPOSÉ DES ACTIVITÉS

de la

**Société des Nations et de ses organes
en 1940 et 1941**

présenté par le Secrétaire général par intérim

Série de Publications de la Société des Nations

QUESTIONS GÉNÉRALES

1941. 1.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
I. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES ET QUESTIONS DE TRANSIT:	
1. Comité fiscal	8
2. Etudes économiques	9
3. Communications et transit	12
4. Commissions nationales de l'alimentation	13
5. Mission à Princeton	13
II. QUESTIONS D'ORDRE SOCIAL ET HUMANITAIRE	
1. Questions d'hygiène	15
2. Trafic des stupéfiants	18
3. Questions sociales	19
4. Coopération intellectuelle internationale	20
5. Assistance internationale aux réfugiés	20
6. Collaboration technique avec la Chine	20
7. Etablissement des Assyriens de l'Irak	21
III. QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF:	
1. Enregistrement et publication des traités	22
2. Signatures, ratifications et adhésions concernant les traités conclus sous les auspices de la Société des Nations, y compris les conventions du travail	22
3. Etudes juridiques	22
4. Mandats (article 22 du Pacte)	23
5. Esclavage	23
6. Renseignements relatifs aux armements	23
IV. BIBLIOTHÈQUE	24
OBSERVATIONS GÉNÉRALES	25

INTRODUCTION

Avec l'ouverture des hostilités en septembre 1939, la vie de la Société est entrée dans une phase nouvelle, caractérisée par un certain ralentissement inévitable du rythme de ses activités et par la diminution de leur volume.

Comme il n'a pas été fait appel à la Société des Nations et en raison de l'impossibilité de réunir les organes politiques, les tâches qui leur incombaient ont d'abord diminué, pour ensuite marquer un temps d'arrêt presque complet.

Les activités techniques ont subi également, en général, encore qu'à un bien moindre degré, le contre-coup des événements qui bouleversent le monde et l'Europe en particulier. Elles ont été maintenues en raison même de leur utilité nettement intrinsèque pour le présent et, encore davantage, pour l'avenir, en particulier dès le retour de la paix.

L'élimination des tâches politiques et la réduction de certains des travaux techniques ont déterminé une diminution correspondante dans le personnel du Secrétariat et dans le budget de la Société.

Les réductions massives qui ont été opérées, dans toutes les parties du budget du Secrétariat, par exemple, ont atteint les proportions suivantes:

Par rapport au budget de 1940: 65,4 %

Par rapport au budget de 1939: 77 %.

Il y a lieu de rappeler, en ce qui concerne le personnel du Secrétariat, les propositions soumises par la Commission de contrôle dans ses troisième et quatrième rapports à l'Assemblée de 1939, et qui tendaient à ramener au niveau requis par la

présente situation le personnel des organisations de la Société. Conformément à ces propositions, qui ont été approuvées par l'Assemblée, les fonctionnaires dont les services n'étaient pas jugés indispensables ont, à la fin de décembre 1939, reçu le choix entre la suspension de leur contrat et la démission. Certaines indemnités ont dû être prévues en faveur des fonctionnaires suspendus ou démissionnaires ¹.

La situation internationale générale empirant progressivement à mesure que de nouveaux pays se trouvaient impliqués dans la guerre, des réductions supplémentaires ont suivi celles qui avaient été opérées à la fin de 1939. Au mois de mai 1940, s'inspirant du principe selon lequel le Secrétaire général devait veiller, autant que possible, à ce que les dépenses ne dépassent pas les prévisions de recettes, l'Administration a procédé à de nouvelles réductions dans le personnel du Secrétariat. Il appert du tableau des réductions de personnel publié dans le rapport de la Commission de contrôle ² que, vers la fin de 1940, les réductions opérées atteignaient, pour l'ensemble du Secrétariat, la proportion de environ 78 % ³.

L'administration de l'Organisation internationale du Travail, dont les services techniques ont été transférés en Amérique, a également procédé à d'importantes réductions de personnel. La Cour permanente de Justice internationale ayant dû quitter La Haye quelques mois après l'occupation des Pays-Bas, le Greffier de la Cour, dans ces circonstances, a ramené à un niveau très bas les dépenses de personnel ainsi que les autres dépenses.

Cette politique de compressions et d'économies dans le Secrétariat, qui avait été préconisée en 1939, a été appliquée d'abord par le Secrétaire général alors en fonctions, puis, après

¹ Voir document C.152.M.139.1940.X.

² *Ibid.*, page 12.

³ En adoptant le budget de 1941, qui, malgré les lourdes charges de capital dues aux réductions de personnel et aux versements à la Caisse des pensions, est inférieur de 66% aux prévisions de 1939, la Commission de contrôle a exprimé l'avis que le budget de la Société (y compris, naturellement, l'Organisation internationale du Travail et la Cour permanente de Justice internationale) se trouve maintenant « réduit virtuellement au minimum compatible avec le fonctionnement effectif de la Société, même sur un plan d'activités réduit, et elle (la Commission) considère que toute nouvelle réduction importante des dépenses mettrait en péril le maintien de l'institution ».

sa démission à la fin d'août 1940, par son successeur. Le transfert des fonctions à M. Lester a été confirmé expressément par le Président du Conseil (M. Costa du Rels), par le Président de l'Assemblée (M. Carl Hambro) et par la Commission de contrôle, ainsi que par des messages directs des gouvernements d'Etats membres.

Le rapport de la Commission de contrôle ¹ permet d'apprécier les conditions dans lesquelles le Secrétaire général par intérim a assumé ses responsabilités. Il fallait établir un budget, renforcer la politique des économies et, en même temps, conserver le caractère international de la Société et en maintenir toutes les activités que les circonstances permettaient.

Or, plusieurs Membres de la Société ont donné leur préavis de retrait et le territoire d'un nombre accru d'Etats membres a été occupé. L'un des résultats a été que, après le 1^{er} juin 1940, les contributions en ont subi le contre-coup défavorable. Toutefois, à cet égard, la situation va maintenant en s'améliorant.

Le Secrétaire général par intérim estime qu'il est de son devoir de rendre hommage aux Etats qui, bien que directement atteints par la guerre, n'ont pas manqué de s'acquitter de leurs obligations financières.

Les documents C.152.M.139.1940.X et C.153.M.140.1940.X, qui ont été distribués, présentent le budget de 1941, établi sur la base d'une dépense effective correspondant à 50 % du budget de 1940. De constants efforts ont été faits en vue de conserver intactes toutes les activités compatibles avec les circonstances présentes. Toutefois, en s'efforçant de réduire les charges demandées aux Etats Membres, le Secrétaire général par intérim a dû recourir à de nouvelles réductions de personnel et à des compressions nouvelles dans les services du Secrétariat. Il n'a pas toujours été aisé de concilier de telles mesures avec son souci non moins constant de conserver le caractère international de l'institution et d'en maintenir intactes les activités essentielles.

La guerre ayant rendu très difficile, sinon impossible, la réunion d'un grand nombre des organes de la Société, le Secré-

¹ Voir document C.152.M.139.1940.X, page 6.

taire général par intérim a jugé utile d'informer les Etats membres de la situation actuelle en exposant brièvement dans le présent rapport — sans, toutefois, mentionner divers problèmes et diverses difficultés — le bilan des activités présentes de la Société.

I. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES ET QUESTIONS DE TRANSIT

1. COMITÉ FISCAL

Malgré les difficultés de l'heure, il a été possible de mener à bien une partie appréciable du programme que le Comité fiscal avait élaboré lors de sa session de juin 1939. A cette fin, deux réunions ont eu lieu : un Sous-Comité s'est réuni à La Haye en avril 1940, et, d'autre part, une Conférence de membres titulaires et de membres correspondants du Comité, venant de sept pays du continent américain, s'est tenue, du 3 au 14 juin 1940, à Mexico, sur l'invitation du Gouvernement mexicain. Grâce, principalement, aux facilités offertes par le Gouvernement mexicain et à sa préparation minutieuse de la Conférence, celle-ci a obtenu un succès très marqué.

L'ordre du jour présenté au Sous-Comité et à la Conférence était le même et visait la prévention de la double imposition internationale en matière d'impôts sur le revenu, ainsi que les principes techniques de la taxation du revenu.

A la suite des discussions qui ont eu lieu sur la première question figurant à l'ordre du jour, un nouveau projet de convention-type a été élaboré, qui met à jour les conventions-types, tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, qui avaient été élaborées par la Conférence des experts gouvernementaux tenue en 1928. Il apparaît que des négociations en vue de la conclusion de plusieurs traités entre pays de l'hémisphère occidental ont été entreprises sur la base de ce nouveau modèle de convention.

Le travail concernant les principales règles de l'administration des impôts sur le revenu et la législation pertinente constitue la première partie d'une enquête méthodique sur les principes de l'imposition directe. Le but du Comité fiscal est d'exposer, à la lumière des diverses expériences nationales, les règles techniques auxquelles devraient se conformer les systèmes d'imposition et les différentes catégories d'impôts. Ce travail qui, à l'origine, a été entrepris sur la demande du Gouvernement mexicain, s'avérera sans doute d'une utilité particulière pour les gouvernements qui, comme c'est le cas aujourd'hui de beaucoup d'entre eux, se préoccupent d'élaborer ou de reviser leur système fiscal.

La Conférence a adopté, aux fins de ses discussions, un rapport préparé par le Sous-Comité de La Haye. Elle a proposé que le rapport et le modèle de convention soient communiqués officiellement à des experts de différents pays et que les observations de ceux-ci soient examinées au cours d'une conférence ultérieure.

Dans l'intervalle, le Secrétariat procède à l'étude des principes s'appliquant aux impôts qui frappent la fortune et les biens fonciers. Il prépare, en outre, une révision préliminaire du projet de convention visant à éviter la double imposition en matière de droits de succession.

2. ETUDES ÉCONOMIQUES

Bien qu'un grand nombre de gouvernements aient considérablement réduit leurs statistiques économiques et que les renseignements concernant les circonstances financières soient, eux aussi, devenus beaucoup plus rares, ce fait même a accru l'importance que présentent, à l'heure actuelle, les informations accessibles au sujet de la situation économique dans les différentes parties du monde. En outre, la paix, quand elle viendra, s'appliquera au monde tel qu'il existera alors et non pas au monde tel qu'il était en 1939. Ceux à qui il incombera, à cette date, de déterminer la politique à suivre auront donc besoin de savoir quels auront été les effets des nouvelles tendances et des nouvelles forces économiques qui se seront manifestées pendant la guerre. Aussi, en dépit des difficultés très

réelles qui se sont présentées, et qui se présentent encore, tous les efforts possibles ont-ils été faits pour maintenir l'activité du Service d'études économiques.

Les éléments d'information accessibles sur la plupart des questions ne sont plus assez complets pour justifier la préparation de mémorandums spécialisés. Toutefois, d'une façon générale, les renseignements d'ordre financier sont plus abondants que ceux d'ordre économique et, au cours du printemps de 1940, il a été publié une étude sur la politique monétaire et les finances du temps de guerre. On a estimé néanmoins que, en dehors des limitations que comportait la quantité moindre de statistiques et d'autres renseignements disponible, il convenait de procéder à une nouvelle orientation de l'ensemble des travaux si l'on voulait que ceux-ci répondent aux besoins réels du moment. En conséquence, le plan suivant a été adopté.

En premier lieu, pour remplacer les mémorandums spéciaux traitant du commerce mondial, de la production et des prix, des banques, des finances publiques, etc., on se propose de publier, dans le courant de 1941, une *Revue de la situation économique mondiale* unique, traitant particulièrement des principes des finances du temps de guerre et des grands changements qui se manifestent actuellement dans les tendances économiques.

En second lieu, deux des publications de caractère purement statistique — l'*Annuaire statistique* de la Société des Nations et le *Bulletin mensuel de Statistique* — sont maintenues.

En troisième lieu, un certain nombre d'études spéciales, consacrées à des questions choisies à cet effet, et qui offrent une importance immédiate ou plus lointaine, ont été préparées ou sont en cours de préparation. Ces études visent à réunir et à élaborer, en vue de leur présentation, les matériaux statistiques essentiels et, dans certains cas, à en fournir une analyse critique.

Deux études de ce genre ont déjà été publiées. La première, qui a paru au printemps de 1940, exposait quelle était la production, par pays, de toutes les matières premières et denrées alimentaires les plus importantes. Cet ouvrage de référence est conçu de telle façon qu'il est possible de se rendre compte de la production totale de chaque marchandise dans

un pays quelconque, ou, alternativement, de tous les principaux producteurs d'une marchandise quelconque, en consultant une seule page. Le second volume, publié au printemps de 1941, consiste en une analyse du commerce de l'Europe, qui a pour but d'examiner le rôle joué par l'Europe dans le commerce mondial, la mesure dans laquelle l'Europe dépend des marchés extérieurs et les raisons pour lesquelles telle région européenne est complémentaire d'une autre, ainsi que la part prise par l'Europe aux transferts internationaux de fonds. On se propose de faire suivre cette analyse d'un volume correspondant, relatif au commerce du reste du monde.

Ces ouvrages constituent, en réalité, une partie de la quatrième rubrique du plan général de travail actuel, qui vise des problèmes dont la solution se posera sans doute dans l'avenir. On se souviendra qu'en décembre 1939 l'Assemblée avait approuvé la proposition tendant à la création d'un Comité central chargé de coordonner les travaux des organisations techniques de la Société. Par suite des circonstances, ce Comité n'a pu être convoqué, mais la réunion d'un comité d'organisation, tenue à La Haye en février 1940, a permis au Secrétariat de discuter, avec certains des membres du Comité, un plan préliminaire d'études.

Deux groupes, dans ces études, ont trait aux conditions de la sécurité sociale, problème qui, sans doute, sera au centre même des questions sociales et économiques que l'avenir aura à résoudre. Parmi les forces dynamiques qui provoquent l'instabilité du monde moderne, il faut compter celles qui suscitent les fluctuations de l'activité économique, avec leur cortège de dépressions, de stagnation et de chômage, ainsi que celles qui ont leur origine dans les tendances et la configuration démographiques des collectivités. A la suite de décisions prises par l'Assemblée en 1937 et en 1938, des organes d'experts ont été institués pour suggérer les moyens qui permettraient d'atténuer ou d'éviter les dépressions économiques, et pour étudier les conséquences économiques des phénomènes démographiques. Le Secrétariat a poursuivi une série d'enquêtes selon les directives indiquées, avant le début de la guerre, par ces organes.

Un autre groupe d'études qui est en cours, et qui ne présente pas moins d'importance, s'efforce d'analyser les causes qui ont contribué, dans le passé, à empêcher la collectivité de réaliser la stabilité et la sécurité sociale après la dernière guerre et qui ont abouti à l'effondrement de 1930 et des années suivantes, ainsi qu'à la scission du monde en groupes économiques incompatibles.

3. COMMUNICATIONS ET TRANSIT

L'activité de la Société en matière de communications et de transit s'est considérablement réduite, mais il convient d'enregistrer certains travaux accomplis par le Secrétariat dans ce domaine.

En premier lieu, l'enquête menée auprès des gouvernements au sujet de la question de la coordination des transports, et dont les premiers résultats avaient été publiés à la fin de 1938, a gardé son intérêt pratique. La plupart des Etats, belligérants ou non, ont été obligés de prendre, du fait de la guerre, des mesures de réglementation et de contrôle relatives aux transports, et l'expérience des autres pays à cet égard est, pour eux, d'une utilité certaine. C'est pour cette raison que, au début de 1940, il a été publié un addendum, sur la base des renseignements, visant quelque quarante pays, qui sont parvenus au Secrétariat entre la date de la publication du premier volume et le début de la guerre.

En second lieu, les résultats des enquêtes sur certains autres problèmes que la Commission du transit avait terminées juste avant les hostilités ont été, depuis lors, mis à la disposition des gouvernements. Le plus important est celui des règles internationales relatives au jaugeage maritime.

En troisième lieu, comme suite aux décisions prises par la Commission du transit, certaines enquêtes nouvelles ont été entreprises auprès des gouvernements depuis le début de la guerre.

Enfin, les informations relatives aux événements importants relevant du domaine des communications continuent à être régulièrement recueillies, analysées et enregistrées, chaque mois, par le Secrétariat.

4. COMMISSIONS NATIONALES DE L'ALIMENTATION

En octobre 1939, peu après le début des hostilités, une réunion de Commissions nationales de l'Alimentation s'est tenue à Buenos-Ayres. Un rapport récemment reçu du Président — le Directeur de l'Institut national de l'Alimentation de la République Argentine — atteste que cette réunion continue d'avoir pour effet de stimuler l'action officielle et non officielle entreprise pour l'amélioration des méthodes suivies, en matière d'alimentation, dans le continent latino-américain.

5. MISSION A PRINCETON

Au début de l'été de 1940, le personnel du Département économique, financier et du transit avait été considérablement réduit. Les mêmes événements qui avaient motivé cette réduction rendaient de plus en plus incertaines les communications entre Genève et le monde extérieur. En juin, une invitation fut reçue de l'Université de Princeton, de l'« Institute for Advanced Study » et du « Rockefeller Institute for Medical Research », suggérant que les services techniques de la Société pourraient continuer leurs travaux à Princeton et offrant, à cet effet, des bureaux ainsi que d'autres facilités. En réponse à cette invitation, le directeur et une partie du personnel du département furent envoyés à Princeton au mois d'août et c'est là que la plupart des travaux sus-indiqués sont maintenant poursuivis. De nouveaux et utiles contacts ont été établis, d'anciennes relations ont été renouées et, au moment où il est impossible de tenir des réunions de commissions en Europe et où la grande majorité des délégués officiels ont quitté Genève, ces contacts se sont avérés d'une importance essentielle.

D'autre part, les membres du département restés à Genève sont en mesure de suivre l'évolution de la situation économique en Europe et de coopérer utilement avec leurs collègues qui se trouvent en Amérique. Grâce aux communications par télégraphe et par poste aérienne qui ont été assurées avec les gouvernements non européens, ils ont pu continuer d'assurer une partie du travail statistique essentiel. L'édition de 1939/40

de l'*Annuaire statistique* de la Société des Nations a été publiée à Genève vers la fin de l'automne de 1940 et c'est à Genève également que le *Bulletin mensuel de Statistique* a continué d'être préparé et publié chaque mois sans interruption.

La Fondation Rockefeller a généreusement voté une subvention de 50.000 dollars destinée à faciliter les travaux du département à Princeton. Cette subvention qui, notamment, a permis à celui-ci d'engager le personnel subalterne nécessaire, peut être utilisée pendant les années 1941-1942. Sans cette subvention et les autres concours fournis par l'« Institute for Advanced Study », par l'Université de Princeton et par le Millbank Fund, le département aurait éprouvé de très grandes difficultés à s'acquitter d'une partie considérable de son programme.

* * *

Quelque différents que puissent être les problèmes futurs de ceux avec lesquels le monde était familiarisé, il faudra certainement tenir compte des leçons du passé avant d'espérer pouvoir résoudre ces problèmes : il importe d'observer les modifications qui se produisent aujourd'hui dans la structure économique du monde, de recueillir et d'analyser les données essentielles, de déceler les forces économiques profondes qui survivront à toute la destruction dont s'accompagne le conflit actuel, et de se rendre un compte exact de toutes les conséquences qu'elles impliquent. Le Département économique, financier et du transit, avec les moyens dont il dispose, s'efforce de contribuer à l'accomplissement de cette tâche, qui est immense mais d'une importance suprême.

II. QUESTIONS D'ORDRE SOCIAL ET HUMANITAIRE

Le Secrétariat continue à fournir aux gouvernements des informations dont de nombreuses administrations nationales ont apprécié l'utilité.

Du fait de la guerre, les questions d'hygiène, d'alimentation, d'habitation, d'assistance sociale, de protection de la jeunesse, d'aide aux réfugiés, de lutte contre les stupéfiants, etc., sont devenues et resteront pendant longtemps de graves sujets de

préoccupation. Il est d'une importance vitale que les moyens d'action internationale en ces matières soient maintenus. A cet égard, l'expérience acquise par la Société des Nations au cours des vingt dernières années doit présenter la plus haute valeur. Des accords internationaux ont été conclus, des méthodes d'entr'aide, d'examen, de surveillance et de contrôle ont été mises au point, et des renseignements ont été tenus à jour. Le Secrétariat essaie de poursuivre l'action et les échanges internationaux compatibles avec les circonstances et de sauvegarder, pour la reconstruction d'après-guerre, les résultats d'efforts auxquels de nombreuses nations, tant les Membres de la Société que des Etats non membres, ont apporté leur collaboration.

I. QUESTIONS D'HYGIÈNE

Dans sa dernière session (novembre 1939), le Comité d'hygiène a défini le rôle que l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations devait jouer afin d'aider à remédier aux répercussions de la guerre sur la santé publique: elle est en mesure de jouer un rôle d'appui pratique, consistant non seulement à renseigner et à orienter mais encore à soutenir techniquement et matériellement les administrations sanitaires; elle est également prête à remplir une fonction essentielle en tant qu'instrument de coordination internationale.

Le Comité a délégué ses pouvoirs à un Sous-Comité de crise et a autorisé la consultation d'experts si les circonstances l'exigeaient.

Ce Sous-Comité s'est réuni en mars 1940 pour étudier les questions sanitaires posées par les déplacements de populations civiles. Il a, avec l'aide de quelques experts, rédigé un bref rapport où il exposait, à l'intention des administrations sanitaires, les principes et les mesures à appliquer pour éviter l'éclosion d'épidémies et pour sauvegarder la santé des populations civiles amenées à se déplacer par suite de la guerre. Ce rapport, publié sous forme de brochure¹, a été apprécié des gouvernements, et certains d'entre eux s'en sont fait envoyer plusieurs centaines d'exemplaires.

¹ Document C.H.1448(1).

D'une manière générale, la guerre crée des conditions qui comportent un risque grave de propagation des maladies infectieuses. Aussi, le Service des renseignements épidémiologiques n'a-t-il cessé de suivre de très près l'évolution de la situation épidémique, plus particulièrement en Europe.

Dès septembre 1939, ce service a pris des mesures spéciales pour parer au ralentissement des communications postales et télégraphiques et accélérer son fonctionnement, en faisant un plus grand usage de la radiodiffusion. Il a pu ainsi s'acquitter de la tâche qui lui incombe tant à Genève qu'à son Bureau d'Extrême-Orient, à Singapour. Il a continué à recevoir des renseignements sur les maladies contagieuses et des rapports médico-statistiques, aussi bien des pays neutres que des pays en guerre.

En mars 1940, le Sous-Comité de crise du Comité d'hygiène, se fondant sur les renseignements recueillis à cette époque, a signalé à l'attention des administrations sanitaires l'augmentation anormale des cas de méningite cérébro-spinale dans plusieurs pays européens.

A partir de juin 1940, en raison de l'importante réduction du personnel, le service a suspendu la publication de ses rapports mensuels et annuels, mais il a continué son service de radiodiffusion et la publication des bulletins hebdomadaires à Genève et à Singapour.

Le contrôle du titre des sérums peut être mentionné comme l'un des exemples d'une activité qui présente, en temps de guerre, une très grande importance. L'Institut sérologique de Copenhague a, malgré certaines difficultés, été en mesure de continuer la distribution des étalons de sérums. Pour le Commonwealth britannique de Nations, cette distribution est faite par l'Institut de Londres. Quant aux étalons de vitamines, d'hormones et de certains autres médicaments fournis par l'Institut de Londres, leur distribution s'est également poursuivie d'une manière normale dans le cas de la plupart des pays.

Pour l'organisation des transfusions de sang, particulièrement importante en temps de guerre, le Comité d'hygiène a, en novembre 1939, rappelé aux administrations intéressées qu'il existait une nomenclature internationale des groupes sanguins, établie par la Société des Nations en 1928. Il a

recommandé l'adoption de cette nomenclature afin d'éviter des confusions dangereuses. Cette recommandation a été généralement suivie d'effet.

Il a été nécessaire d'adapter le fonctionnement et les activités de l'Organisation d'hygiène aux circonstances nouvelles créées par la guerre. Néanmoins, malgré les réductions de personnel du Secrétariat, on a cru devoir continuer certaines études d'un intérêt général et permanent pour lesquelles un matériel unique a été rassemblé, matériel qui serait presque perdu en cas d'interruption des travaux. C'est ainsi qu'il a été possible d'achever, depuis la guerre, l'édition du *Manuel des nomenclatures internationales des causes de décès*, ouvrage indispensable pour rendre comparables entre elles les statistiques de mortalité des divers pays.

Pour les questions d'alimentation — qui sont partout reconnues comme présentant, plus que jamais, une importance fondamentale — l'Organisation d'hygiène possède une expérience et une documentation abondantes qui sont à la disposition des administrations sanitaires, bien que, en raison des circonstances, il n'ait pas été possible de continuer à vouer à ces questions toute l'attention qu'elles méritent.

D'autre part, diverses enquêtes entreprises avant la guerre ne sont pas interrompues, par exemple: la préparation d'une unification internationale des diverses pharmacopées nationales, ayant pour but d'unifier la formule des principaux médicaments héroïques et galéniques; l'analyse des statistiques annuelles de la rage, etc.

Faute des moyens nécessaires, il a, cependant, fallu ajourner les travaux de la Commission de l'habitation, comme ceux de la Commission de l'alimentation, ainsi que la préparation d'un rapport d'ensemble sur l'organisation administrative et sociale de la lutte contre le cancer. Pour la même raison, il n'a pas non plus été possible d'entreprendre, comme l'avait demandé le Comité d'hygiène, une étude sur la question des réactions tuberculiniques.

En dépit de ces ajournements inévitables, l'expérience a nettement montré que l'Organisation d'hygiène est en mesure de continuer à rendre de grands services. Les demandes de renseignements reçues des administrations sanitaires ont

marqué, d'ailleurs, une nette tendance à s'accroître. La publication du *Bulletin de l'Organisation d'hygiène* se poursuit dans des proportions réduites.

2. TRAFIC DES STUPÉFIANTS

Il a été possible de maintenir l'activité de la Société des Nations en matière de contrôle du trafic des stupéfiants.

La Commission consultative a tenu sa vingt-cinquième session en mai 1940, dix-sept membres sur vingt-trois étant présents. Dans son rapport, elle a rappelé que la guerre de 1914-1918 avait provoqué une recrudescence de la toxicomanie et du trafic illicite, étant donnée l'absence de mesures législatives, tant nationales qu'internationales, et de systèmes suffisants de contrôle et de répression. Il est, de l'avis de la Commission, essentiel qu'en dehors des mesures prises individuellement par les gouvernements, les organes internationaux continuent à remplir leurs fonctions. Elle a demandé aux gouvernements de mettre ces organes à même de poursuivre leur tâche en continuant à leur envoyer des rapports annuels, des rapports sur les saisies de stupéfiants, des estimations des besoins nationaux, et des statistiques.

Le Comité central permanent, qui contrôle le commerce international des stupéfiants sur la base des statistiques fournies par les gouvernements, s'est réuni en août et novembre 1939 et en mai 1940.

L'Organe de contrôle, qui examine les estimations des besoins nationaux en stupéfiants fournies annuellement par les gouvernements, s'est réuni en septembre et novembre 1939 et en mai et septembre 1940.

Ces deux organismes de contrôle ont pris les mesures nécessaires pour poursuivre leurs travaux, même dans le cas où certains de leurs membres ne pourraient assister à leurs réunions. Ils ont demandé aux gouvernements de continuer à fournir toute la documentation possible. Un nombre important de gouvernements de Membres de la Société ou d'Etats non membres ont bien voulu donner l'assurance qu'ils maintiendront leur pleine collaboration avec ces organismes internationaux.

Le Service du contrôle des stupéfiants du Secrétariat, qui comprend aussi le secrétariat de l'Organe de contrôle, poursuit régulièrement ses travaux. Il en est de même du secrétariat du Comité central permanent¹. Le Secrétariat distribue aux gouvernements, parties ou non aux Conventions internationales de l'opium et autres drogues nuisibles, toutes les informations officielles qu'il reçoit: rapports annuels sur le commerce international, rapports sur les cas de trafic illicite, textes des lois ou règlements nouveaux, etc.

3. QUESTIONS SOCIALES

Les réductions de personnel et les autres circonstances mentionnées dans l'introduction ont contraint le Secrétariat à restreindre son activité dans ce domaine. La Commission des questions sociales n'ayant pu se réunir, le Secrétariat a dû porter son effort sur l'accomplissement de l'œuvre confiée au Centre d'information, à savoir:

a) *Constitution d'une documentation au sujet des mesures prises dans les différents pays pour la protection de la famille et de l'enfance.*

b) *Diffusion de cette documentation.* Le Centre d'information publie un résumé des rapports fournis par les gouvernements sur les mesures prises par eux afin d'améliorer la protection de la famille et de l'enfance. Il publie également le texte ou le résumé des principaux actes d'ordre juridique et administratif promulgués pour protéger la famille et l'enfant et lutter contre la prostitution. Cette documentation est communiquée aux gouvernements, aux membres de la Commission consultative des questions sociales, et aux organismes désignés par les gouvernements des Membres de la Société ou d'Etats non membres en qualité de correspondants du Centre. Il publie enfin des notes d'information sur des faits de nature à intéresser ces correspondants.

De plus, de nombreux gouvernements ont envoyé au Secrétariat les rapports qu'ils se sont engagés à fournir annuellement

¹ En raison des difficultés de communication avec certains pays, des bureaux de liaison ont été établis aux Etats-Unis.

au sujet de la traite des femmes et des enfants ainsi que des publications obscènes. Le résumé de ces rapports est en cours de publication.

c) *Réponses aux demandes d'information.* En dépit des difficultés de communication, des demandes de renseignements parviennent au Secrétariat, et il leur est dûment donné réponse.

4. COOPÉRATION INTELLECTUELLE INTERNATIONALE

En raison des circonstances, le Secrétariat se borne à s'occuper, dans la mesure du possible, de la correspondance relative aux questions intellectuelles. Il n'y a pas eu de réunion du Comité exécutif de la Commission internationale de coopération intellectuelle depuis décembre 1939, et l'Institut international de Coopération intellectuelle à Paris a cessé de fonctionner en juin 1940.

5. ASSISTANCE INTERNATIONALE AUX RÉFUGIÉS

L'assistance internationale aux réfugiés, telle qu'elle est prévue dans la résolution de l'Assemblée de septembre 1938, a continué, bien que, en raison des répercussions de la guerre sur les activités du Haut Commissaire, un certain nombre de problèmes nouveaux aient surgi. Dans les rapports qu'il a adressés à la Société des Nations (en juillet et octobre 1939, en avril 1940 et en janvier 1941), le Haut Commissaire a décrit les divers aspects du travail qu'il poursuit dans les circonstances présentes, tant au point de vue humanitaire qu'en ce qui concerne la protection juridique des réfugiés et leur émigration. Celle-ci, quoique considérablement restreinte, continue selon les directives formulées par l'Assemblée. Les organisations privées, dont l'activité s'est trouvée nécessairement réduite, ont prêté un très utile concours, notamment dans le cas de nombreux réfugiés qui, par suite de la guerre, ont été placés dans une situation tragique.

6. COLLABORATION TECHNIQUE AVEC LA CHINE

Cette collaboration s'est poursuivie pendant toute l'année 1940, mais, en raison des circonstances, dans des proportions

réduites par comparaison avec les activités des années antérieures.

Deux experts médicaux se trouvaient en Chine; ils avaient été mis à la disposition du Gouvernement chinois comme conseillers. L'un de ces deux experts travaillait en collaboration étroite avec l'administration nationale d'hygiène de Tchoung-King et procédait, en outre, à des voyages d'inspection dans diverses régions. L'autre expert résidait à Kouei-Yang, où il s'occupait principalement de travaux de recherche dans les domaines bactériologique et sérologique. Tous deux étaient assistés d'un personnel auxiliaire recruté sur place.

En dehors de ces experts médicaux, il y avait en Chine un ingénieur, expert en matière d'aménagement des cours d'eau, qui avait été nommé en mai 1940 et qui, sur la demande des autorités chinoises, a rédigé des rapports sur la navigabilité de certaines rivières et sur d'autres questions connexes.

Malheureusement, des difficultés diverses, sans cesse croissantes, ont empêché que les activités sus-mentionnées soient continuées après le début de 1941 et, en conséquence, elles ont cessé à la fin du mois de janvier de la présente année. A cette occasion, une quantité considérable d'approvisionnements médicaux, ainsi que des véhicules à moteur et d'autre matériel acheté par la Société pour son œuvre de collaboration en Chine, ont été remis aux autorités chinoises pour être encore utilisés dans la lutte contre les épidémies.

7. ÉTABLISSEMENT DES ASSYRIENS DE L'IRAK

En 1940, l'application du plan qui visait à permettre à la colonie du Khabour, en Syrie, de se suffire à elle-même et à lui donner des bases permanentes, a été activement poursuivie par le Conseil des trustees et, à la fin de l'année, le travail était pratiquement achevé; il ne restait à accomplir que certaines formalités concernant la naturalisation, ainsi que la délivrance et l'enregistrement des titres individuels de propriété des terres.

En conséquence, le régime spécial appliqué dans la colonie a pris fin et a été remplacé, à compter du 1^{er} janvier 1941, par l'administration locale. Toutefois, des mesures ont été adoptées pour que la surveillance exercée par le Conseil des trustees sur la colonie soit maintenue pendant la période de transition.

Les plus récents rapports du Conseil indiquent qu'au point de vue de la santé, de la prospérité matérielle, et des relations avec leurs voisins, la situation des colons continue à être très satisfaisante.

III. QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

1. ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITÉS

De nombreux gouvernements ont continué à envoyer, aux fins d'enregistrement, les traités conclus par eux. La *Liste mensuelle des traités enregistrés* conformément à l'article 18 du Pacte a été régulièrement publiée. En ce qui concerne la publication du texte même des traités ainsi enregistrés, avec traduction anglaise et française, les volumes CXCIV, CXCVI, CXCVII, CXCVIII et CXCIX du *Recueil des Traités* ont paru depuis le 1^{er} janvier 1940, le dernier de ces volumes venant de sortir de presse.

On compte poursuivre la publication de ce *Recueil* dans les limites des possibilités financières de la Société.

2. SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS CONCERNANT LES TRAITÉS CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, Y COMPRIS LES CONVENTIONS DU TRAVAIL.

Le Secrétariat continue à s'occuper des signatures, ratifications et adhésions qui lui sont communiquées par les gouvernements. Il les notifie, dans chaque cas, aux gouvernements.

3. ÉTUDES JURIDIQUES

En plus des études indispensables pour les questions présentant un aspect juridique, une vaste enquête sur le statut juridique de la femme, qui avait été décidée par l'Assemblée

de 1937, est en cours. L'Institut international pour l'unification du droit privé, qui s'était chargé de la partie la plus importante — celle ayant trait au droit privé — a achevé son travail. En outre, le Secrétaire général par intérim a reçu un mémorandum concernant le droit indien, qui a été élaboré par un juriste indien auquel on avait demandé de faire rapport sur cet aspect de la question.

4. MANDATS (ARTICLE 22 DU PACTE)

La Commission des mandats s'est réunie en décembre 1939. Depuis lors, le Secrétariat a continué de classer et d'étudier la documentation envoyée par les Puissances mandataires (textes législatifs et autres documents officiels concernant les territoires sous mandat). C'est ainsi que certains rapports annuels préparés par des Puissances mandataires sont parvenus au Secrétariat et ont été transmis à la Commission des mandats. Il n'a pas été fixé de date pour la réunion de la Commission. L'abondante documentation dont dispose le Secrétariat au sujet des mandats et des problèmes coloniaux pourrait être utilement consultée lorsque, à la fin de la guerre, les hommes d'Etat seront appelés à donner une solution satisfaisante à ces problèmes controversés.

5. ESCLAVAGE

Le Secrétariat continue à recevoir des communications de source gouvernementale relativement à cette question. Ces communications viennent s'ajouter à la documentation déjà soumise à la Commission consultative d'experts en matière d'esclavage. Une reprise des travaux de cette Commission n'est pas envisagée tant que durera la situation actuelle.

6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ARMEMENTS

Pendant quinze années consécutives, deux annuaires, respectivement intitulés *Annuaire militaire* et *Annuaire statistique du commerce des armes et des munitions*, ont été publiés chaque année, conformément à une décision prise par le Conseil en

exécution des deux derniers paragraphes de l'article 8 du Pacte. Pour des raisons d'économie, l'*Annuaire statistique du commerce des armes et des munitions* n'a pu être publié en 1940, mais le Secrétariat a été en mesure de préparer et de faire paraître, sous forme abrégée, le quinzième et dernier volume de l'*Annuaire militaire*. L'étude comparée de ces volumes permet d'établir la courbe de la politique suivie, en matière d'armements, par les divers pays du monde pendant les quinze années qui ont précédé la guerre de 1939.

IV. BIBLIOTHÈQUE

La Bibliothèque, dont le développement est dû en grande partie à la générosité de M. John D. Rockefeller, Jr., et dont les acquisitions proviennent, d'une part, d'achats et, d'autre part, de dons et d'échanges, possède actuellement plus de 300.000 volumes.

Les gouvernements des Membres de la Société des Nations et d'Etats non membres continuent de lui adresser leurs publications officielles. Bien que le total des entrées ait diminué par rapport à celui des années précédentes, des relations d'échange ont pu être maintenues avec tous les pays et des envois en ont été reçus.

La publication de la *Liste mensuelle d'articles sélectionnés*, interrompue en mai 1940, a pu être reprise. Il s'agit d'une bibliographie courante d'articles récents, établie après le dépouillement d'environ 800 des publications périodiques les plus importantes paraissant dans toutes les parties du monde. Elle est actuellement la seule publication de ce genre paraissant en Europe.

La publication du *Répertoire de Traités internationaux et d'Actes législatifs* et de la *Liste d'ouvrages catalogués à la Bibliothèque* reste suspendue.

Des économies considérables ont dû être réalisées sur le personnel, les achats et abonnements, la reliure, ainsi que sur les publications de la Bibliothèque, afin de pouvoir concentrer les efforts sur la tâche qui a semblé essentielle: maintenir

à jour des collections dont certaines sont uniques en Europe et dont il serait souvent impossible de combler ultérieurement les lacunes.

Cette tâche a été accomplie jusqu'ici, ce qui peut permettre à ce centre international de documentation de rendre de très grands services dès le retour des conditions normales.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Ce bref exposé traite d'activités utiles s'exerçant dans d'importants domaines techniques au milieu d'une guerre de dévastation qui ne cesse de s'étendre. Ces activités continuent tant en Europe, au siège central, que de l'autre côté de l'Atlantique. Elles peuvent être et elles seront maintenues avec l'appui des Etats membres jusqu'au moment où les gouvernements pourront se consulter et explorer les perspectives de la collaboration internationale future, à la lumière de l'expérience acquise au cours de la première tentative d'organisation des relations internationales. Cette tentative, jusqu'ici, n'a pas toujours donné de résultats satisfaisants, mais le moment n'est pas encore venu de passer en revue l'histoire récente de la Société des Nations et les raisons pour lesquelles on n'a pas réussi à l'utiliser avec succès en vue du maintien de la paix. Néanmoins, comme l'a dit M. Cordell Hull, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, « c'est à la Société des Nations qu'est dû, plus qu'à toute autre organisation dans l'histoire, le développement des échanges et des discussions d'idées et de méthodes sur une plus grande échelle et dans un plus grand nombre de domaines humanitaires et scientifiques ».

Les organisations de la Société des Nations constituent non seulement un héritage qui devrait être sauvegardé pendant la crise, mais encore un ensemble actif et continu de services, qui devrait effectivement être renforcé en vue de tâches nouvelles et plus grandes. Pour ces nouvelles tâches de reconstruction nationale et pour une vie internationale plus saine, la condition première et essentielle sera une plus

grande sécurité et une plus grande stabilité mondiale, ce qui implique à la fois la justice internationale et le droit international, ainsi que les moyens et la ferme volonté de maintenir la paix. Une fois encore, les nations n'ont pas réussi à empêcher une guerre ruineuse. Lorsque la paix sera rétablie, il y aura lieu de trouver des solutions aux problèmes de l'avenir. Les hommes d'Etat auront alors l'impérieux devoir de reconstituer et d'organiser les rouages de la vie internationale de façon à éviter le retour de tels désastres.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Ce bref exposé traite d'activités utiles s'exerçant dans d'importantes domaines techniques au milieu d'une guerre de dévastation qui ne cesse de s'étendre. Ces activités comprennent tant en Europe, au sein central, que de l'autre côté de l'Atlantique, tâches pouvant être et elles seront réalisées avec l'appui des États membres jusqu'au moment où les gouvernements pourront se consulter et explorer les perspectives de la coopération internationale future. À la lumière de l'expérience acquise au cours de la première tentative d'organisation des relations internationales, cette tentative jusqu'ici n'a pas toujours donné de résultats satisfaisants, mais le moment n'est pas encore venu de passer en revue l'histoire récente de la Société des Nations et les raisons pour lesquelles on n'a pas réussi à l'utiliser avec succès en vue du maintien de la paix. Néanmoins, comme le dit M. Carl H. Hays, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique, écrit à la Société des Nations même de plus qu'à toute autre organisation dans l'histoire, le développement des échanges et des discussions d'idées et de méthodes sur une plus grande échelle et dans un plus grand nombre de domaines humanitaires et sociaux.

Les organisations de la Société des Nations constituent non seulement un héritage qui devrait être sauvegardé pour leur valeur intrinsèque, mais encore un exemple actif et continu de coopération internationale qui devrait être renforcé en vue de tâches nouvelles et plus grandes. Pour ces nouvelles tâches de reconstruction nationale et pour une vie internationale plus saine, la condition première et essentielle sera une plus

Publications éditées en 1940

Les publications dont le titre est suivi d'un astérisque (*) continuent à paraître en français et anglais.

PUBLICATIONS

ÉDITÉES PAR LA

SOCIÉTÉ DES NATIONS

en 1940 et pendant le premier semestre de 1941

Publications éditées en 1940.

— — —

Note. — Les documents dont le titre est suivi d'un astérisque (*) contiennent à la fois les textes français et anglais.

— — —

Publications périodiques.

	Francs suisses
Journal Officiel , XXI ^e année, Nos 1-3, janvier - février - mars 1940	2,50
Recueil des Traités. Traités et engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations :	
Volume CXCIV, 1939, Nos 4532-4566 *	15,—
Volume CXCVI, 1939, Nos 4567-4600 et annexe XLVIII *	15,—
Volume CXCVII, 1939, Nos 4601-4620 et annexe XLIX *	15,—
Volume CXCVIII, 1939, Nos 4621-4659 *	15,—
Index général (Volumes CLXXIII-CXCIII) N ^o 8. Traités Nos 4001 à 4500 (1936-1939) *	20,—
Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations , Volume XX, Nos 1-2 (janvier - février 1940)	2,—
Les travaux d'hygiène de la Société des Nations. Trente et unième session du Comité d'hygiène. <i>Supplément spécial au Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations</i> , janvier 1940	1,—
Bulletin mensuel de Statistique , Volume XXI, Nos 1-12, 1940 *	20,—
Section d'Hygiène du Secrétariat de la Société des Nations. Rapport épidémiologique , 19 ^{me} année; supplément statistique au <i>Relevé épidémiologique hebdomadaire</i> :	
1940, N ^o 1 (R.E. 221) *	1,—
1940, N ^o 2 (R.E. 222) *	1,—
1940, N ^o 3 (R.E. 223) *	1,—
1940, N ^o 4 (R.E. 224) *	1,—
1940, N ^o 5 (R.E. 225) *	1,—
Relevé épidémiologique hebdomadaire , 15 ^{me} année, Nos 1-52, 1940 (R.H. Nos 723 à 774) *	25,—

Bulletin de l'Organisation d'hygiène: Francs suisses

Volume IX, N° 1, 1940 3,75

1. *L'alcoolisme dans les milieux ruraux*, par le professeur G. Szule.
2. *Neuvième revue analytique des rapports des Instituts Pasteur sur les résultats de la vaccination antirabique*, par le Lt.-Col. A. G. McKendrick.
3. *L'immunisation contre la rage: vaccins vivants et vaccins tués*, par le professeur G. Proca et le D^r S. Bobes.

Volume IX, N° 2, 1940. *Rapport sur la terminologie employée en Paludologie* 3,75

Introduction.

Première partie. — Commentaire:

Chapitre I. — Les parasites du paludisme et les infections qu'ils provoquent.

Chapitre II. — Le paludisme dans la collectivité humaine.

Chapitre III. — L'agent de transmission.

Deuxième partie. — Vocabulaire.

Chronique de l'Organisation d'hygiène, Vol. II:

1940, N° 1 0,50 1940, N° 3 0,50

1940, N° 2 0,50 1940, N° 4 0,50

Liste mensuelle d'ouvrages catalogués à la Bibliothèque de la Société des Nations, 13^{me} année, N°s 1-3, janvier-mars 1940 * 1,50

Liste mensuelle d'articles sélectionnés, 12^{me} année, Volume XII, N°s 1-2, 16 décembre 1939-15 février 1940 * 5,—

Répertoire de Traités internationaux et d'Actes législatifs, 11^{me} année, Volume XI, N°s 1-2, 16 décembre 1939-15 février 1940 * 2,—

Quatrième Commission (Questions budgétaires et administratives) de l'Assemblée. *Résumé des séances de la session de décembre 1939* * 3,—

Actes de la vingtième session ordinaire de l'Assemblée (11-14 décembre 1939). *Séances plénières* * 3,—

Section financière et Service d'études économiques (II.A).

Cinquante-deuxième rapport du Commissaire de la Société des Nations en Bulgarie (période juillet - septembre 1939). (C.366.M.279.1939.II.A.) (Sér. P. S.d.N. 1939.II.A.23) 0,75

Matières premières et denrées alimentaires. Production par pays, 1935 et 1938. (Sér. P. S.d.N. 1939.II.A.24) 2,50

Monnaies et banques 1939/40. Volume I. *Aperçu de la situation monétaire*. (Sér. P. S.d.N. 1940.II.A.2/1) 3,—

Annuaire statistique de la Société des Nations 1939/40. (Sér. P. S.d.N. 1940. II.A.3) *	Cartonné	10,—
	Relié toile	12,50

Conférence européenne de la vie rurale.

Conférence européenne de la Vie rurale. Monographies nationales établies par les Gouvernements :

Royaume-Uni. (C.111.M.66.1939.) (Sér. P. S.d.N. Conférence européenne de la vie rurale 19)	1,50
Yougoslavie. (C.169.M.99.1939.) (Sér. P. S.d.N. Conférence européenne de la vie rurale 23)	1,50
Hongrie. (C.223.M.151.1939.) (Sér. P. S.d.N. Conférence européenne de la vie rurale 27)	1,50
Bulgarie. (C.233.M.159.1939.) (Sér. P. S.d.N. Conférence européenne de la vie rurale 28)	1,50
Pologne. (C.359.M.272.1939.) (Sér. P. S.d.N. Conférence européenne de la vie rurale 29)	1,50

Questions sociales (IV).

Centre d'information en matière de protection de l'enfance. Résumé de la série législative et administrative des documents du Centre d'information parus pendant l'année 1939. (C.12.M.10.1940.IV.) (Sér. P. S.d.N. 1940. IV.1)	1,50
Commission consultative des questions sociales. Résumé des rapports annuels pour 1938/39, préparé par le Secrétariat. Publications obscènes. (C.27.M.24.1940.IV.) (Sér. P. S.d.N. 1940.IV.2)	0,50
Commission consultative des questions sociales. Résumé des rapports annuels pour 1938/39, élaboré par le Secrétariat. Traité des femmes et des enfants. (C.28.M.25.1940.IV.) (Sér. P. S.d.N. 1940.IV.3)	1,50
Centre d'information en matière de protection de l'enfance. Rapport annuel en matière de protection de l'enfance présenté à la Commission consultative des questions sociales, en vue de sa quatrième session (24 juin 1940). (C.41.M.37.1940.IV.) (Sér. P. S.d.N. 1940.IV.4)	4,—

Mandats (VI.A).

Commission permanente des mandats. Procès-verbal de la trente-septième session tenue à Genève du 12 au 21 décembre 1939 comprenant le Rapport de la Commission au Conseil. (C.7.M.5.1940.VI.) (Sér. P. S.d.N. 1940.VI.A.1)	6,—
---	-----

Section politique (VII).

Rapport de M. Carl Burckhardt, Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig. (C.42.M.38.1940.VII.) (Sér. P. S.d.N. 1940.VII.1)	0,75
---	------

Réduction des armements (IX).

Annuaire militaire, 1939/40. Renseignements généraux et statistiques sur les armements terrestres, navals et aériens. (C.228.M.155.1939.IX.) (Sér. P. S.d.N. 1940.IX.1)	Francs suisses 15,—
--	---------------------------

Administration financière de la Société des Nations (X).

Comptes vérifiés du vingt et unième exercice (1939) et Rapport y relatif de M. U. A. J. Brunskog, Commissaire aux comptes. (C.158.M.144.1940.X.) (Sér. P. S.d.N. 1940.X.1)	5,—
---	-----

Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles (XI).

Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, du 13 juillet 1931. Evaluations des besoins du monde en drogues nuisibles en 1940. Etat dressé par l'Organe de contrôle conformément à l'article 5. (C.379.M.292.1939.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1939.XI.9)	2,50
<i>Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.</i> Liste révisée des drogues, préparations et spécialités tombant sous le coup des Conventions de l'opium de La Haye (1912), de Genève (1925) et de la Convention de limitation (Genève 1931) établie par le Sous-Comité d'experts. (C.348.M.263.1939.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1940.XI.1) *	5,—
<i>Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.</i> Rapports annuels des gouvernements sur le trafic de l'opium et autres drogues nuisibles pendant l'année 1938: I. Etude analytique; II. Tableaux synoptiques statistiques. (C.124.M.113.1940.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1940.XI.2)	2,50
<i>Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.</i> Rapport au Conseil sur les travaux de la vingt-cinquième session, tenue à Genève du 13 au 17 mai 1940. (C.125.M.114.1940.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1940.XI.3)	1,50
Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, du 13 juillet 1931. Evaluations des besoins du monde en drogues nuisibles en 1941. Etat dressé par l'Organe de contrôle conformément à l'article 5. (C.155.M.141.1940.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1940.XI.4)	2,50
<i>Comité central permanent de l'opium.</i> Rapport au Conseil sur les statistiques des stupéfiants relatives à l'année 1939 et sur les travaux du Comité au cours de l'année 1940. Etabli en exécution de la Convention de l'opium de Genève du 19 février 1925 et de la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931. (C.157.M.143.1940.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1940.XI.5)	2,—

**Publications éditées
pendant le premier semestre de 1941.**

	Francs suisses
Bulletin mensuel de Statistique , Volume XXII *, publié chaque mois. Abonnement annuel, 12 numéros, franco de port	20,—
Relevé épidémiologique hebdomadaire , 16 ^{me} année *, publié chaque semaine. Abonnement annuel, 52 numéros, franco de port	25,—
Recueil des Traités . Traités et engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations: Volume CXCIX, 1939/40, Nos 4660-4685 *	15,—
Liste mensuelle d'articles sélectionnés :	
12 ^{me} année, Volume XII, Nos 3-4, 16 février-15 avril 1940 *	5,—
13 ^{me} année, Volume XIII, Nos 1-4, 16 décembre 1940-15 avril 1941 *	5,—
13 ^{me} année, Volume XIII, Nos 5-6, 16 avril-15 juin 1941 *	5,—
Le commerce de l'Europe , étude du commerce des pays européens entre eux et avec le reste du monde. (Sér. P. S.d.N. 1941.II.A.1)	5,—
Bulletin de l'Organisation d'hygiène , Volume IX, N° 3, 1940/41	3,75
<i>Commission consultative des questions sociales. Résumé des rapports annuels pour 1939/40</i> , préparé par le Secrétariat. Traité des femmes et des enfants . (C.35.M.32.1941.IV.) (Sér. P. S.d.N. 1941.IV.1) (ronéo)	1,—
<i>Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles. Procès-verbal de la vingt-cinquième session</i> tenue à Genève du 13 au 17 mai 1940. (C.162.M.147.1940.XI.) (Sér. P. S.d.N. 1941.XI.1) (ronéo)	2,50
Assistance internationale aux réfugiés . Rapport du Haut Commissaire. (C.7.M.7.1941.XII.) (Sér. P. S.d.N. 1941.XII.B.1)	0,75
Bref exposé des activités de la Société des Nations et de ses organes en 1940 et 1941 , présenté par le Secrétaire général par intérim. (C.41.M.38.1941.) (Sér. P. S.d.N. 1941.1)	1,—

* * *

**SOCIÉTÉ DES NATIONS
SERVICE DES PUBLICATIONS
GENÈVE**

Publications périodiques de la Société des Nations

RECUEIL DES TRAITÉS

Traités et engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations: « Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ». La publication du *Recueil des Traités* répond à cette disposition du Pacte.

Chaque volume à paraître Fr. suisses 15,—
Prix spécial pour toute série de 12 volumes déjà parus Fr. suisses 150,—

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Recueil d'indices les plus récents de la situation économique
de plus de cinquante pays

Ces informations sont reçues chaque mois directement, souvent par télégramme, de toutes les parties du monde.

Abonnement annuel Fr. suisses 20,— franco de port; le numéro: Fr. suisse 1,75

BULLETIN DE L'ORGANISATION D'HYGIÈNE

Créé en 1932 pour permettre aux médecins, aux administrateurs, aux hygiénistes et aux hommes de laboratoire de se procurer facilement la documentation réunie par l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations et jusque-là disséminée dans un grand nombre de publications peu accessibles au public.

Prix du fascicule Fr. suisses 3,75

RELEVÉ ÉPIDÉMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE

Destiné essentiellement aux autorités sanitaires des pays et des ports. Il met celles-ci au courant de l'apparition et du développement des épidémies de peste, choléra, variole, etc., leur permettant ainsi de prendre les mesures quaranténaires nécessaires.

Abonnement annuel Fr. suisses 25,— (franco de port)
Le numéro » 0,50

LISTE MENSUELLE D'ARTICLES SÉLECTIONNÉS

13^e année — Volume XIII — 1941

Bibliographie courante d'articles récents susceptibles d'intéresser les spécialistes des questions économiques, financières et de communications, ainsi que toutes les personnes désireuses de suivre les problèmes politiques, juridiques et sociaux de l'heure actuelle.

La liste est établie après dépouillement d'environ 800 des publications périodiques les plus importantes paraissant dans toutes les parties du monde.

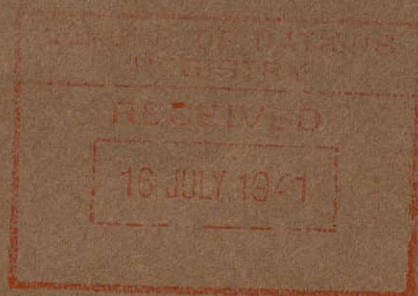
La *Liste mensuelle d'articles sélectionnés* n'est pas, actuellement, publiée chaque mois; elle paraît, à intervalles, sous forme de plusieurs numéros réunis ensemble, et le prix est généralement de Fr. suisses 5,— par fascicule.

**LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**

- UNION SUD-AFRICAINE.** — Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, LE CAP.
- ALBANIE.** — Librarija Lumo Skendo, TIRANA.
- ALLEMAGNE.** — Carl Heymanns Verlag, Mauerstrasse 44, BERLIN W. 3.
Manzsche Verlagsbuchhandlung (Julius Klinckhardt & Co.), G.m.b.H., Kohlmarkt 16, WIEN I.
- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.** — Columbia University Press, International Documents Service, 2960, Broadway, New-York, N.Y.
- ARGENTINE.** — Librería «El Ateneo», M. Pedro García, calle Florida, 340-344, BUENOS-AYRES.
- AUSTRALIE (Commonwealth d').** — H. A. Goddard Pty., Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- BELGIQUE.** — Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S.A., 16-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE.** — Arnó Hermanos, Calle Ilimani, N° 10-20, LA PAZ.
- BRESIL.** — «Livreria Allema», Frederico Will, rua da Alfandega, 69, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE.** — Librairie Française et Etrangère, J. Carasso & C^{ie}, Bd «Tsar Osvoboditel», N° 8, SOFIA.
- CANADA.** — League of Nations Society in Canada, 124, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI.** — Carlos Niemeyer, Librería Universal, Cas. 293, VALPARAISO.
- CHINE.** — Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, CHANG-HAI.
- COLOMBIE.** — Librería Voluntad, S. A., calle Real, 297-301, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA.** — Librería Lehmann y Cia, Apartado 147, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA.** — La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, LA HAVANE.
- DANEMARK.** — Librairie internationale Einar Munksgaard, Nørregade, 6, COPENHAGUE.
- DANTZIG.** — Georg Stilke, Buchhandlung, Langgasse 27, DANTZIG.
- ÉGYPTÉ.** — G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din, LE CAIRE.
- ÉQUATEUR.** — Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE.** — Librería Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONE.
Librería Internacional de Romo, Mariana Pineda, 9, Esquina à Preciados, MADRID.
- ESTONIE.** — Akadeemiline Kooperativ, Ülikooli Täni, 45, TARTU.
- FINLANDE.** — Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu, 2, HELSINKI.
- FRANCE.** — Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (V^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE.** — George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDRES, W.C. 1.
- GRÈCE.** — «Eletheroudakis», Librairie internationale, place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA.** — Gouband & Cia, Ltda., Sucesor, GUATÉMALA.
- HAÏTI.** — Librairie-Papeterie, M^{me} D. Viard, PORT-AU-PRINCE.
- HONGRIE.** — Librairie Grill, R. Gergely S.A., Dorottya-u. 2, BUDAPEST.
- INDE.** — The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A, CALCUTTA.
Indian Branch Office of the Secretariat of the League of Nations, 8, Curzon Road, NEW DELHI.
- INDES NÉERLANDAISES.** — Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- IRLANDE.** — Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.
- ISLANDE.** — Peter Halldorsson, REYKJAVIK.
- ITALIE.** — S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini, 24, FLORENCE (114).
- JAPON.** — Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKIO.
Mitsukoshi Ltd., Surugacho, Nihonbashi, TOKIO.
«San Yo Sha», Librairie internationale de Tokio, 17, Nishikuromon-cho, Shitaya, TOKIO.
- LETTONIE.** — Latvijas Telegrafa Agentura «Leta», Kr. Barona iela, 4, RIGA.
- LITHUANIE.** — Kooperacijos Bendrovė «Spaudos Fondas», Laisvės Alėja, 62, KAUNAS.
- LUXEMBOURG.** — Librairie J. Schummer, place Guillaume, 5, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE.** — Central de Publicaciones, S.A. (Antes Agencia Misrahi), Edificio «La Nacional», Avenida Juarez, 4, MEXICO D.F.
- NORVÈGE.** — Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE.** — Whitcombe & Tombs, Ltd., Booksellers, CHRISTCHURCH.
- PALESTINE.** — Leo Blumstein, Book and Art Shop, 48, Nahlath Benjamin Street, P.O.B. 91, TEL-AVIV.
The Palestine Educational Co., Messrs. B. Y. & W. A. Said, Jaffa Road 98 & 109, P.O.B. 84, JERUSALEM.
- PANAMA.** — Isidro A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte, N° 49, PANAMA.
- PARAGUAY.** — Librería Internacional Santiago Puigbouet, Casilla de Correo, 581, ASUNCIÓN.
- PAYS-BAS.** — N. V. Martinus Nijhoff's Boekhandel en Uitgevers-Mij., Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- POLOGNE.** — Gebethner & Wolff, ulica Zgoda, 12, VARSOVIE.
- PORTUGAL.** — J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE.** — «Cartea Românească», 3-5, Boul. Regele Carol I, BUCAREST I.
- SUÈDE.** — Aktiebolaget C. E. Fritzes Kgl. Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SUISSE.** — Librairie Payot & C^{ie}, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BALE.
Hans Raunhardt, Buchhandlung, Kirchgasse 17, ZÜRICH 1.
- TCHÈCO-SLOVAQUIE.** — Librairie F. Topie, 11, Narodni, PRAGUE.
- TURQUIE.** — Librairie Hachette, Succursale de Turquie, 469, Av. de l'Indépendance, Boite postale 2249, ISTAMBOUL.
- URUGUAY.** — «Casa A. Barreiro y Ramos, S. A.», 25 de Mayo Esq. J. C. Gomez, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA.** — Librería Alejandro d'Empaire, Traposos a Colón, 36, Apartado postal 274, CARACAS.
- YOUgoslavIE.** — Librairie Geca Kon S.A., 12, rue Knez Mihalova, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, Ilica 30, ZAGREB.
Knjigarna «Schwentner», Presernova ulica, LJUBLJANA.

Pour les autres pays, s'adresser :

**SERVICE DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE (Suisse)**



LEAGUE OF NATIONS

BRIEF STATEMENT ON THE ACTIVITIES

of the

League of Nations and its Organs

in 1940 and 1941

submitted by the Acting Secretary-General

Geneva, 1941.

[Communicated to the Council
and the Members of the League.]

Official No.: **C. 41. M. 38.** 1941.

Geneva, June 1941.

LEAGUE OF NATIONS

BRIEF STATEMENT ON THE ACTIVITIES

of the

**League of Nations and its Organs
in 1940 and 1941**

submitted by the Acting Secretary-General

Series of League of Nations Publications

GENERAL

1941. 1.

TABLE OF CONTENTS

	Page
INTRODUCTION	5
I. ECONOMIC, FINANCIAL AND TRANSIT QUESTIONS:	
1. Fiscal Committee	8
2. Economic Intelligence	9
3. Communications and Transit	11
4. National Nutrition Committees	12
5. Mission to Princeton	12
II. QUESTIONS OF A SOCIAL AND HUMANITARIAN CHARACTER	14
1. Health Questions	15
2. Drug Traffic	17
3. Social Questions	19
4. International Intellectual Co-operation	20
5. International Assistance to Refugees	20
6. Technical Collaboration with China	20
7. Settlement of the Assyrians of Iraq	21
III. QUESTIONS OF A LEGAL AND ADMINISTRATIVE CHARACTER:	
1. Registration and Publication of Treaties	22
2. Signatures, Ratifications and Accessions in respect of Treaties concluded under the Auspices of the League of Nations, including Labour Conventions	22
3. Legal Studies	22
4. Mandates (Article 22 of the Covenant)	23
5. Slavery	23
6. Information concerning Armaments	23
IV. LIBRARY	24
GENERAL OBSERVATIONS	25

INTRODUCTION

With the outbreak of hostilities in September 1939, the life of the League entered upon a new phase marked by a certain inevitable decline in the intensity of its activities and a decrease in their volume.

As the League of Nations was not invoked and as it was impossible to arrange for the political organs to meet, the tasks assigned to them first decreased, and then their work was brought almost entirely to a standstill.

The technical activities too were, in a general way, though to a much lesser degree, affected by events which are still convulsing the world, and Europe in particular. These activities have been continued for the very reason that they are of definitely intrinsic value at the present time and will be even more so in the future, especially on the return of peace.

The cessation of political activities and the decrease in parts of the technical work were reflected in corresponding reductions in the staff of the Secretariat and in the budget of the League.

The very great reductions which were made in all sections of the budget of the Secretariat, for instance, reached the following proportions:

By comparison with the budget for 1940: 65.4 %

By comparison with the budget for 1939: 77 %.

As regards the staff of the Secretariat, it should be recalled that the Supervisory Commission, in its third and fourth

reports to the 1939 Assembly, made proposals for reducing the staff of the League organisations to the level appropriate to the present situation. In accordance with these proposals, which were approved by the Assembly, officials whose services were not regarded as indispensable were, at the end of December 1939, given the choice between the suspension of their contracts and resignation. Provision had to be made for certain compensation for those whose contracts were suspended or who resigned.¹

As the general international situation continued to grow worse as more countries became involved in the war, further reductions followed those carried out at the end of 1939. In May 1940, acting on the principle that it was the duty of the Secretary-General to ensure, as far as possible, that expenditure should not exceed estimated revenue, the Administration proceeded to make further reductions in the staff of the Secretariat. The table of staff reductions published in the report of the Supervisory Commission² shows that the reductions effected, taking the Secretariat as a whole, reached the proportion of about 78 % towards the end of 1940.³

The administration of the International Labour Organisation, whose technical services have been transferred to America, also carried out staff reductions on a large scale. The Permanent Court of International Justice had had to leave The Hague some months after the occupation of the Netherlands and, in the circumstances, the Registrar of the Court reduced staff and other expenditure to a very low level.

This policy of retrenchments and economies in the Secretariat which was advocated in 1939 was carried out first by the then Secretary-General and, after his resignation at the

¹ See document C.152.M.139.1940.X.

² *Ibid.*, page 12.

³ In adopting the budget for 1941, which, in spite of heavy capital charges due to staff reductions and payments to the Pensions Fund, is 66% below the estimates for 1939, the Supervisory Commission expressed the opinion that the budget of the League (including, of course, the International Labour Organisation and the Permanent Court of International Justice) had now been "reduced virtually to the minimum consistent with the effective functioning of the League even on a reduced scale of activities and it considers that any further material reduction in expenditure would endanger the maintenance of the institution".

end of August 1940, by his successor. The transfer of duties to Mr. Lester was expressly confirmed by the President of the Council (M. Costa du Rels), the President of the Assembly (M. Carl Hambro), and by the Supervisory Commission, as well as by direct messages from Governments of States Members.

The Supervisory Commission's report¹ shows in what circumstances the Acting Secretary-General assumed his responsibilities. A budget had to be drawn up, the policy of economies had to be enforced more rigorously and, at the same time, the international character of the League had to be preserved and all the activities which the circumstances permitted had to be maintained.

Meanwhile, several Members of the League have given notice of withdrawal and the territories of many more States Members have been occupied. One result was that, after June 1st, 1940, the contributions were adversely affected. In this last respect, however, the situation is now steadily improving.

The Acting Secretary-General feels it is his duty to pay a tribute to those States which, although directly affected by the war, have not failed to carry out their financial obligations.

Documents C.152.M.139.1940.X and C.153.M.140.1940.X, which have been distributed, present the budget for 1941, drawn up on the basis of actual expenditure at the rate of 50 % of the 1940 budget. Constant efforts have been made to preserve intact all the activities that are compatible with present circumstances. In endeavouring to reduce demands on States Members, however, the Acting Secretary-General has had to make further reductions in the staff and further retrenchments in the services of the Secretariat. It has not always been easy to reconcile these actions with his equally constant desire to preserve the international character of the institution and to ensure that its essential activities shall be maintained intact.

As the war has made it very difficult, if not impossible, for many of the organs of the League to meet, the Acting Secretary-General has thought it advisable to inform the States Members

¹ See document C.152.M.139.1940.X, page 6.

of the existing situation by giving in this report, apart from various problems and difficulties, a brief account of the present activities of the League.

I. ECONOMIC, FINANCIAL AND TRANSIT QUESTIONS

1. FISCAL COMMITTEE

Notwithstanding the difficulties of the moment, it was possible to carry through an appreciable part of the programme that the Fiscal Committee had drawn up at its session in June 1939. For the accomplishment of this work, two meetings were held—the first of a Sub-Committee which met at The Hague in April 1940, the second of a Conference of members and corresponding members of the Committee coming from seven countries on the American continent. This Conference was held, on the invitation of the Mexican Government, at Mexico City from June 3rd to 14th, 1940. Thanks largely to the facilities offered by the Mexican Government and to the careful preparation that it had made for the Conference, the meeting proved outstandingly successful.

The agenda submitted to the Sub-Committee and to the Conference were the same, covering prevention of international double taxation in the matter of income taxes and the technical principles of income taxation.

As a result of the discussions on the first item of the agenda, a new draft model convention was drawn up which brings up to date the model conventions for the prevention of double taxation in the field of income and property taxes framed by the Conference of Governmental Experts of 1928. It is understood that negotiations for several treaties between countries

of the Western Hemisphere have been initiated on the basis of the new model convention.

The work on the principles of income tax practice and legislation constitutes the first part of a systematic enquiry into the principles of direct taxation. The object of the Fiscal Committee is to set out, in the light of varying national experiences, the technical rules to which tax systems and the different types of taxes should conform. This work, which was originally undertaken at the request of the Mexican Government, is likely to prove of special usefulness to all Governments which are in the process of building up their tax systems or subjecting them to revision, as a number now are.

The Conference adopted for the purposes of its discussions a report drawn up by The Hague Sub-Committee. It proposed that the report and the model convention should be communicated unofficially to experts in different countries and that their observations should be considered at a later conference.

In the meantime, the Secretariat is making a study of the principles applying to property and land taxes. It is, further, drawing up a preliminary revision of the draft convention for the prevention of double taxation in the matter of death duties.

2. ECONOMIC INTELLIGENCE

Although many Governments have greatly curtailed their economic statistics and information concerning financial conditions has also been much reduced, this very fact has increased the importance at this moment of the information available concerning the economic situation in different parts of the world. Moreover, peace, when it comes, will come to the world as we find it at that moment and not to the world that existed in 1939. Those responsible for the formulation of policy at that date, therefore, will require to know what have been the effects of the new economic tendencies and forces that have sprung up during the war. In spite of the very real difficulties that have presented themselves and still

present themselves, every effort is therefore being made to maintain the work of the Economic Intelligence Service.

Available material on most subjects is no longer complete enough to justify the preparation of specialised memoranda. Financial information is, however, generally more abundant than economic, and in the spring of 1940 a study of monetary policy and wartime finances was issued. It was felt, however, that, quite apart from the limitations set by the reduced volume of statistical and other information available, a general re-orientation of the work was required if it was to meet the real needs of the moment. The following plan of work has accordingly been adopted.

First, in place of the special memoranda dealing with world trade, production and prices, banking, public finance, etc., it is proposed to publish in the course of 1941 a single *World Economic Survey* dealing mainly with the principles of wartime finance and with those broad changes in economic tendencies which are making themselves apparent.

Secondly, two of the purely statistical publications — the League's *Statistical Year-book* and the *Monthly Bulletin of Statistics* — are being maintained.

Thirdly, a certain number of special studies devoted to selected subjects of immediate or ultimate importance have been or are being prepared. The object of these studies is at once to collect and digest the essential statistical material and in certain cases to make a critical analysis of it.

Two such studies have already been published. The first, which appeared in the spring of 1940, was designed to show the production of all the more important raw materials and food-stuffs country by country. It is a book of reference so designed that the total production of each commodity by any country, or, alternatively, all the main producers of any commodity, can be ascertained by reference to a single page. The second volume, published in the spring of 1941, was an analysis of Europe's trade, the purpose of which is to consider what was the part played by Europe in the trade of the world, how far Europe was dependent on external markets, how far one area in Europe was complementary to another, and also what was the part played by Europe in the international transfer of

funds. It is proposed to follow this analysis by a companion volume on the trade of the rest of the world.

These volumes constitute in reality part of the fourth item in the present general plan of work, which is concerned with problems likely to arise for solution in the future. It will be recalled that, in December 1939, the Assembly approved the proposal to create a Central Committee to co-ordinate the work of the technical organisations of the League. Circumstances rendered it impossible to convene this Committee; but a meeting of an organising committee was held in February 1940 at The Hague, where it was possible for the Secretariat to discuss a preliminary plan of studies with some of its members.

Of these studies, two groups are concerned with the conditions of social security, a problem which, there is little doubt, will lie at the core of the social and economic issues of the future. Among the dynamic forces conducive to instability in the modern world are those that lead to fluctuations in economic activity, with their train of depressions, stagnation and unemployment, and those that have their origin in the demographic tendencies and pattern of society. As a result of decisions taken by the Assembly in 1937 and 1938, bodies of experts were appointed to suggest means by which depressions might be mitigated or avoided and to study the economic implications of demographic phenomena. The Secretariat has been pursuing a series of investigations along lines laid down, before the outbreak of war, by these expert bodies.

Another group of studies in progress, of no less importance, aims at analysing the causes that have contributed in the past to the failure of society to achieve stability and social security after the last war and led to the collapse of the '30's and the cleavage of the world into incompatible economic groups.

3. COMMUNICATIONS AND TRANSIT

Although the League's work on questions of communications and transit has been very greatly restricted, certain activities of the Secretariat in this field must be recorded.

First, the enquiry conducted amongst Governments with regard to the question of the co-ordination of transport, the first results of which were published at the end of 1938, has continued to be of practical interest. Most States, whether belligerents or not, have, as a consequence of the war, been compelled to adopt measures for the regulation and control of transport, and the results of the experience of other countries are accordingly of value to them. For this reason, an addendum, based on information covering some forty countries which reached the Secretariat between the time of the publication of the first volume and the outbreak of the war, was published early in 1940.

Secondly, the results of the investigations into certain other problems which the Transit Committee had concluded just before the war have since been made available to Governments. The most important of these relates to the international rules concerning maritime tonnage measurement.

Thirdly, in pursuance of decisions taken by the Transit Committee, some new enquiries have been undertaken amongst Governments since the beginning of the war.

Finally, information concerning important developments in the sphere of communications continues to be regularly collected, analysed and recorded, month by month, by the Secretariat.

4. NATIONAL NUTRITION COMMITTEES

In October 1939, shortly after the outbreak of the war, a meeting of National Nutrition Committees was held at Buenos Aires. A report recently received from the Chairman—the Director of the Argentine National Nutrition Institute—testifies to the continuing effect of that meeting in stimulating official and unofficial action in favour of improving nutrition policies on the Latin-American Continent.

5. MISSION TO PRINCETON

In the early summer of 1940, the staff of the Economic, Financial and Transit Department was considerably reduced.

The same events that made this reduction necessary rendered communications between Geneva and the outside world increasingly uncertain. In June, an invitation was received from Princeton University, the Institute for Advanced Study and the Rockefeller Institute for Medical Research, suggesting that the technical services of the League might take up their work in Princeton and offering offices and other facilities. In response to this invitation, the director and part of the staff of the department were sent to Princeton in August, and there most of the work indicated above is now being carried on. New and valuable contacts have been established, old contacts renewed and, at a time when it is impossible to hold committee meetings in Europe and the great majority of official delegates have left Geneva, these contacts have proved of vital importance.

At the same time, the members of the department left in Geneva are in a position to follow economic developments within Europe and to co-operate usefully with their colleagues in America. Thanks to the provision which had been made for telegraphic and air-mail communication with non-European Governments, they have been able to continue part of the essential statistical work. The 1939/40 edition of the *Statistical Year-Book* of the League was published in Geneva in the late autumn of 1940, and in Geneva also the *Monthly Bulletin of Statistics* has continued to be compiled and issued month by month without interruption.

The Rockefeller Foundation has generously voted a grant of 50,000 dollars to aid the work of the department in Princeton, which has enabled it, *inter alia*, to engage necessary junior staff. This grant can be drawn upon during the years 1941-1942. Without this grant and other assistance afforded by the Institute for Advanced Study, Princeton University and the Millbank Fund, the department would have found great difficulty in carrying out a considerable part of its programme.

international cooperation as far as possible in the circumstances and to provide for the purpose of post-war reconstruction the results of efforts to which all nations, both members of the League and non-member States, have contributed by their collaboration.

However different the problems of the future may be from those with which the world has been familiar, the lessons of the past must surely be learned before there can be any hope of solving those problems; the changes that are taking place to-day in the economic structure of the world must be followed; essential data must be collected and analysed; those deep-lying economic forces that will survive all the destruction of the present conflict must be laid bare and their implications comprehended. Towards the fulfilment of this vast but supremely important task, the Economic, Financial and Transit Department, with the means at its disposal, is endeavouring to contribute.

II. QUESTIONS OF A SOCIAL AND HUMANITARIAN CHARACTER

The Secretariat continues to supply Governments with information the value of which has been recognised by many national administrations.

As a result of the war, questions relating to health, nutrition, housing, social assistance, the welfare of young people, assistance to refugees, the campaign against drugs, etc., have become, and will long continue to be, matters of grave concern. It is of vital importance that the means of international action in such matters should be maintained. In this connection, the experience gained by the League of Nations in the course of the past twenty years should be of the greatest value. International agreements have been concluded, methods of mutual assistance, examination, supervision and control have been worked out, and information has been kept up to date. The Secretariat is endeavouring to pursue such action and such international exchanges as are possible in the circumstances, and to preserve for the purposes of post-war reconstruction the results of efforts to which many nations, both Members of the League and non-member States, have contributed by their collaboration.

1. HEALTH QUESTIONS

At its last session (November 1939), the Health Committee defined the part which the Health Organisation of the League of Nations should play with a view to assisting in counteracting the effects of the war on public health: it is in a position to furnish practical aid, not only by providing information and guidance, but also by supplying health administrations with technical and material assistance; it is prepared to perform an essential function as an instrument of international co-ordination.

The Committee delegated its powers to an Emergency Sub-Committee and authorised the consultation of experts if circumstances should make this necessary.

This Sub-Committee met in March 1940 for the purpose of studying the health questions raised by movements of civilian populations. With the aid of experts, it drew up a short report setting forth, for the benefit of health administrations, the principles and measures that should be adopted in order to prevent the outbreak of epidemic diseases and to safeguard the health of civilian populations compelled to move in consequence of the war. This report, which was published as a pamphlet,¹ was appreciated by Governments and some of them applied for several hundred copies.

War creates conditions in which there is often grave danger of the spreading of infectious diseases. For that reason, the Epidemiological Intelligence Service has continued to follow very closely all developments in the situation with regard to epidemic diseases, more particularly in Europe.

As early as September 1939, this service devised special measures for overcoming difficulties caused by the slowing-up of postal and telegraphic communications and it took steps to increase the rapidity of its working. It did this by making greater use of wireless communications. It has thus been able to carry out the duties entrusted to it both at Geneva and at

¹ Document C.H.1448(1).

its Far-Eastern Bureau at Singapore. It has continued to receive information concerning contagious diseases and reports with medical statistics, both from neutral countries and from countries at war.

In March 1940, on the basis of the information then available, the Emergency Sub-Committee of the Health Committee drew the attention of health administrations to the abnormal increase in the number of cases of cerebro-spinal meningitis in several European countries.

As from June 1940, as a result of the great reduction in staff, the service has suspended the publication of its monthly and annual reports, but it has continued its wireless broadcast service and the publication of the weekly bulletins at Geneva and at Singapore.

The control of serum standards may be mentioned as one example of work that is of very great importance in wartime. The Copenhagen Serological Institute has, notwithstanding certain difficulties, been able to continue the distribution of standards of sera. For the British Commonwealth of Nations, this distribution is carried out by the London Institute. In the case of standards of vitamins, hormones and certain other medicaments supplied by the London Institute, the distribution has also proceeded normally so far as most countries are concerned.

As the organisation of blood transfusions is of special importance in time of war, the Health Committee, in November 1939, drew the attention of the administrations concerned to the existence of an international nomenclature for blood groups, which was established by the League of Nations in 1928. It recommended the adoption of this nomenclature in order to obviate dangerous confusion. Its recommendation has, in general, been followed.

It has been necessary to adapt the working and the activities of the Health Organisation to the new conditions resulting from the war. Notwithstanding the reductions in the staff of the Secretariat, however, it has been thought advisable to continue certain studies of general and lasting interest, for which a unique body of material has been collected—material which would be practically wasted if the work were inter-

rupted. The work on the *Manual of International Lists of Causes of Death*, for instance, has been completed since the outbreak of war, and an essential instrument has thereby been provided for the comparison of the mortality statistics of different countries.

In regard to questions relating to nutrition—a matter which is everywhere recognised as being, more than ever before, of fundamental importance—the Health Organisation possesses a wealth of experience and material which are at the disposal of health administrations, although, in the circumstances, it has not been possible to continue to devote to these questions all the attention they deserve.

Various other enquiries undertaken before the war have not been broken off—*e.g.*: the preparatory work for the international unification of the different national pharmacopœiæ, the object being to unify the formulæ for the chief heroic and galenical medicaments; the analysis of the annual statistics for rabies, etc.

For want of the necessary means, the work of the Housing Committee has had to be postponed, as also has that of the Nutrition Committee and the preparation of a general report on the administrative and social organisation of the campaign against cancer. For the same reason, it has not been possible to undertake, as the Health Committee had requested, a study of the question of tuberculin reactions.

These postponements have been inevitable, but experience has clearly proved that the Health Organisation is in a position to continue to render great services. The number of requests for information received from health administrations has shown a distinct tendency to increase. The publication of the *Bulletin of the Health Organisation* continues on a reduced scale.

2. DRUG TRAFFIC

The activity of the League of Nations in regard to the control of the drug traffic has been maintained.

The Advisory Committee met for its twenty-fifth session in May 1940, seventeen members out of twenty-three being present. In its report, it recalled the fact that the war of 1914-1918 had led to a recrudescence of drug addiction and an increase in illicit traffic, owing to the lack of national and international legislative measures and of adequate systems of supervision and suppression. The Committee considers it essential that, in addition to the measures taken individually by Governments, the international organs should continue to carry on their duties. It asked Governments to enable these organs to continue their work by supplying them with annual reports, reports of drug seizures, estimates of national requirements and statistics.

The Permanent Central Board, which watches the international trade in narcotic drugs, on the basis of statistical information supplied by Governments, met in August and November 1939 and in May 1940.

The Supervisory Body, whose duty it is to examine the estimates of national drug requirements furnished annually by Governments, met in September and November 1939 and in May and September 1940.

These two organs of control have taken the necessary steps for carrying on their work even in the event of some of their members being unable to attend their meetings. They have asked the Governments to continue to supply all possible documentary material. A large number of Governments, both of Members of the League and of non-member States, have volunteered the assurance that they will continue to collaborate fully with these international organs.

The Drug Control Service of the Secretariat, which includes the secretariat of the Supervisory Body, continues to carry on its regular work. The same is true of the secretariat of the Permanent Central Board¹. The Secretariat distributes to Governments, whether or not they are parties to the international Conventions concerning opium and other dangerous drugs, all the official information it receives—annual reports

¹ Owing to difficulties of communication with certain countries, branch offices have been established in the United States.

on international traffic, reports on cases of illicit traffic, the texts of new laws and regulations, etc.

3. SOCIAL QUESTIONS

The staff reductions and the other circumstances mentioned above in the introduction have compelled the Secretariat to limit its activities in this field. As the Social Questions Committee has not been able to meet, the Secretariat has had to concentrate its efforts on carrying out the work entrusted to the Information Centre, viz.:

(a) *The constitution of documentation concerning measures taken in the different countries for the welfare of families and children.*

(b) *The communication of this documentation.* The Information Centre publishes a summary of the reports furnished by Governments concerning the measures taken by them for the purpose of increasing the welfare of families and children. It also publishes, either in the complete text or in the form of summaries, the chief enactments of a legal and administrative character promulgated for the protection of families and children and to combat prostitution. This documentation is communicated to Governments, to the members of the Advisory Committee on Social Questions, and to the organisations appointed by the Governments of Members of the League and non-member States to act as correspondents of the Centre. Lastly, it publishes informatory notes on questions likely to be of interest to those correspondents.

Further, many Governments have sent to the Secretariat the reports they have undertaken to furnish annually concerning the traffic in women and children and obscene publications. A summary of these reports is about to be published.

(c) *Replies to requests for information.* Notwithstanding difficulties of communication, requests for information reach the Secretariat, and replies are duly transmitted.

4. INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION

As a result of circumstances, the Secretariat confines itself to dealing, so far as is possible, with correspondence concerning intellectual questions. The Executive Committee of the International Committee on Intellectual Co-operation has not met since December 1939 and the International Institute of Intellectual Co-operation in Paris ceased functioning in June 1940.

5. INTERNATIONAL ASSISTANCE TO REFUGEES

International assistance to refugees, as provided for in the Assembly resolution of September 1938, has continued although, owing to the way in which the war has affected the activities of the High Commissioner, a certain number of new problems have arisen. In the reports which he sent to the League (in July and October 1939, April 1940 and January 1941), the High Commissioner has described the various aspects of the work he is carrying on in present circumstances, both from the humanitarian standpoint and also in regard to the legal protection of refugees and their emigration. The latter, although considerably restricted, continues along the lines laid down by the Assembly. The private organisations, whose activities have necessarily been reduced, have given very valuable assistance, especially in the case of many refugees who, as a result of the war, have been placed in tragic conditions.

6. TECHNICAL COLLABORATION WITH CHINA

This work continued during the whole of 1940, although, owing to circumstances, on a reduced scale when compared with the activities of previous years.

Two medical experts were in China; they had been placed at the disposal of the Chinese Government as advisers. One of these two experts was working in close collaboration with the Chungking National Health Administration and, in addition, undertook tours of inspection in various regions. The other expert resided at Kweiyang, where he was chiefly concerned with research work in regard to bacteriology and serology. Both were assisted by an auxiliary staff recruited on the spot.

In addition to these medical experts, there was in China an engineer, an expert in river conservancy, who was appointed in May 1940 and who, at the request of the Chinese authorities, drew up reports on the navigability of certain rivers and on other related questions.

Unfortunately, increasing difficulties of various kinds prevented the above-mentioned activities from being continued after the beginning of 1941, and they were accordingly wound up by the end of January of this year. On that occasion, a considerable quantity of medical supplies, together with motor vehicles and other material purchased by the League for its work in China, was handed over to the Chinese authorities for further use in the campaign against epidemics.

7. SETTLEMENT OF THE ASSYRIANS OF IRAQ

During 1940, the application of the scheme for rendering the Khabur Settlement in Syria self-sufficing and for placing it on a permanent basis was actively pursued by the Trustee Board and, by the end of the year, this work was practically completed, only certain formalities concerning naturalisation and the issue and registration of individual title-deeds to the land still remaining to be carried out.

The special régime in the colony was accordingly brought to an end and replaced, as from January 1st, 1941, by the local administration. Provision has, however, been made for the supervision of the colony by the Trustee Board to be continued during the transition period.

The latest reports from the Board show that, from the point of view of health, material welfare and relations with their neighbours, the situation of the colonists has remained highly satisfactory.

III. QUESTIONS OF A LEGAL AND ADMINISTRATIVE CHARACTER

1. REGISTRATION AND PUBLICATION OF TREATIES

Many Governments have continued to send for registration the treaties concluded by them. The *Monthly List of Treaties registered* in accordance with Article 18 of the Covenant has been published regularly. As regards the publication of the actual text of the treaties thus registered, with English and French translations, volumes CXCIV, CXCV, CXCVI, CXCVII, CXCVIII and CXCIX of the *Treaty Series* have appeared since January 1st, 1940, the last of these having just been published. It is intended that the publication of this series should be continued in future within the limits of the financial possibilities of the League.

2. SIGNATURES, RATIFICATIONS AND ACCESSIONS IN RESPECT OF TREATIES CONCLUDED UNDER THE AUSPICES OF THE LEAGUE OF NATIONS, INCLUDING LABOUR CONVENTIONS

The Secretariat continues to deal with signatures, ratifications and accessions communicated to it by Governments. It notifies Governments in each case.

3. LEGAL STUDIES

In addition to such studies as are necessary in regard to questions which have a legal aspect, a comprehensive enquiry into the legal status of women, which was decided upon by the Assembly in 1937, is in progress. The International Institute for the Unification of Private Law, which undertook to carry out the most important part of the enquiry—*i.e.*, the part relating to private law—has completed its work.

Further, the Acting Secretary-General has received a memorandum concerning Indian law, drawn up by an Indian jurist who had been asked to report on this aspect of the question.

4. MANDATES (ARTICLE 22 OF THE COVENANT)

The Mandates Commission met in December 1939. Since then, the Secretariat has continued to classify and study the documentary material transmitted by the mandatory Powers (legislative texts and other official documents concerning the mandated territories). Thus certain annual reports prepared by mandatory Powers have been received at the Secretariat and transmitted to the Mandates Commission. No date has been fixed for the meeting of the Commission. The abundant documentary material at the disposal of the Secretariat concerning mandates and colonial problems could be usefully consulted when, at the end of the war, statesmen will be called upon to ensure a satisfactory solution of these controversial problems.

5. SLAVERY

The Secretariat has continued to receive communications from Governmental sources concerning this question. These communications are being added to the documentary material already submitted to the Advisory Committee of Experts on Slavery. No resumption of the work of this Committee is expected as long as the present situation continues.

6. INFORMATION CONCERNING ARMAMENTS

For fifteen consecutive years, two year-books entitled respectively the *Armaments Year-Book* and the *Statistical Year-Book of the Trade in Arms and Ammunition* have been published each year, in accordance with a decision taken by the Council in execution of the last two paragraphs of Article 8 of the Covenant. For reasons of economy, it was not possible

to publish the *Statistical Year-Book of the Trade in Arms and Ammunition* in 1940, but the Secretariat was able to produce and publish in an abridged form the fifteenth and final volume of the *Armaments Year-Book*. A comparative study of these volumes makes it possible to construct a graph illustrating the armaments policy of the different countries of the world during the fifteen years which preceded the war of 1939.

IV. LIBRARY

The Library, the development of which is due, in large measure, to the generosity of Mr. John D. Rockefeller, Jr., and acquisitions for which come, on the one hand, from purchases and, on the other hand, from gifts and exchanges, now possesses more than 300,000 volumes.

The Governments, both of Members of the League and of non-member States, continue to send it their official publications. Although the total number of publications received has declined by comparison with previous years, it has been possible to maintain exchange relations with all countries and the publications they have sent to the Library have been duly received.

It has been found possible to resume the publication of the *Monthly List of Selected Articles*, which was interrupted in May 1940. This is a current bibliography of recent articles compiled from abstracts made of about 800 of the most important periodicals appearing in all parts of the world. It is now the only publication of this kind issued in Europe.

The publication of the *Chronology of International Treaties and Legislative Measures* and the *List of Books catalogued in the Library* continues to be suspended.

Heavy economies have had to be made on staff and on purchases and subscriptions, and binding, as well as on the publications of the Library, so that efforts might be concentrated on the task which seemed essential—*i.e.*, the keeping up to date of the collections, some of which are unique in

Europe, and in which it would in many cases be impossible to fill up gaps at a later date.

This task has so far been accomplished, and this may make it possible for this international centre of documentation to render very great services as soon as there is a return to normal conditions.

GENERAL OBSERVATIONS

This brief survey covers useful activities in important technical fields in the midst of an ever-extending war of devastation. These activities continue both at the headquarters in Europe and on the other side of the Atlantic. They can and will be preserved with the support of States Members until the time comes when Governments can consult and can explore the prospects of future international collaboration in the light of the experience gained during the first attempt at organising international relations. So far, that attempt has not always been successful, but the moment has not yet come to review the recent history of the League of Nations and the causes of the failure to use it successfully for the maintenance of peace. Nevertheless, in the words of Mr. Cordell Hull, Secretary of State of the United States of America, the League "has been responsible for the development of mutual exchange and discussion of ideas and methods to a greater extent and in more fields of humanitarian and scientific endeavour than any other organisation in history".

There is in the organisations of the League of Nations not only a heritage which should be safeguarded during the crisis but a continuing and active system of services which should, indeed, be strengthened for new and greater tasks. For those new tasks of national reconstruction and for a healthier international life, the first and essential requirement will be greater security and stability in the world; that implies both international justice and law, as well as the means and will to maintain peace. Once more, the nations have failed to avert

a ruinous war, but, when it is over, there will be the future with all its problems calling for solution. Statesmen will then be faced with the responsibility of so reconstructing and organising the machinery of international life as to prevent the recurrence of such a disaster.

GENERAL OBSERVATIONS

The brief survey covers useful activities in important technical fields in the midst of a world-wide reconstruction. These activities continue both at the headquarters in Europe and on the other side of the Atlantic. They can and will be preserved with the support of States Members until the time comes when Governments can consult and can explore the prospects of future international collaboration in the light of the experience gained during the first attempt at organising international relations. So far, that attempt has not always been successful, but the amount has not yet come to review the recent history of the League of Nations and the causes of the failure to reach successfully for the attainment of peace. Nevertheless, in the words of Mr. Cordell Hull, Secretary of State of the United States of America, the League "has been responsible for the development of mutual exchange and discussion of ideas and methods to a greater extent and in more fields of humanitarian and scientific endeavour than any other organisation in history." It has also been responsible for the formation of the organisations of the League of Nations not only a framework which should be safeguarded during the crisis, but a continuing and active system of services which should, indeed, be strengthened further and greater tasks. For those new tasks of national reconstruction and for a peaceful international life, the best and essential requirements will be greater security and stability in the world; that implies both international justice and law, as well as the means and will to maintain peace. One more, the nations have failed to create

Publications issued in 1940

Note. — The documents whose titles are followed by an asterisk (*) contain both English and French texts.

Periodical Publications.

	St.	\$
Official Journal , 21st Year, Nos. 1-3, January-February-March 1940 .	2/6	0.60
Treaty Series. Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations:		
Volume CXCIV, 1939, Nos. 4532-4566 *	15/-	3.75
Volume CXCV, 1939, Nos. 4567-4600 and Annex XLVIII *	15/-	3.75
Volume CXCVI, 1939, Nos. 4601-4620 and Annex XLIX *	15/-	3.75
Volume CXCVII, 1939, Nos. 4621-4659 *	15/-	3.75
General Index (Volumes CLXXIII-CXCIII) No. 8. Treaties Nos. 4001 to 4500 (1936-1939) *	20/-	5.00
Monthly Summary of the League of Nations , Volume XX, Nos. 1-2 (January-February 1940) .	2/-	0.40
The Health Work of the League of Nations. Thirty-first Session of the Health Committee. <i>Special Supplement to the Monthly Summary of the League of Nations</i> , January 1940 .	1/-	0.20
Monthly Bulletin of Statistics , Volume XXI, Nos. 1-12, 1940 *	20/-	5.00
Health Section of the Secretariat of the League of Nations. Epidemiological Report , 19th Year, Statistical Supplement to the <i>Weekly Epidemiological Record</i> :		
1940, No. 1 (R.E.221) *	1/-	0.25
1940, No. 2 (R.E.222) *	1/-	0.25
1940, No. 3 (R.E.223) *	1/-	0.25
1940, No. 4 (R.E.224) *	1/-	0.25
1940, No. 5 (R.E.225) *	1/-	0.25
Weekly Epidemiological Record , 15th Year, Nos. 1-52, 1940 (R.H. 723 to 774) *	25/-	6.25

Bulletin of the Health Organisation :		St.	§
Volume IX, No. 1, 1940		4/-	1.00
1. <i>Alcoholism in the Rural Environment</i> , by Professor G. Szulc.			
2. <i>A Ninth Analytical Review of Reports from Pasteur Institutes on the Results of Anti-rabies Treatment</i> , by Lieut.-Col. A. G. McKendrick.			
3. <i>Anti-rabic Immunisation : Living Vaccines and Killed Vaccines</i> , by Professor G. Proca and Dr. S. Bobes.			
Volume IX, No. 2, 1940, <i>Report on Terminology in Malaria</i> .		4/-	1.00
Introduction.			
Part I. — Commentary:			
Section I. — The Malaria Parasites and the Infections to which they give rise.			
Section II. — Malaria in the Human Community.			
Section III. — Terms applied to the Vector.			
Part II. — Glossary.			
Chronicle of the Health Organisation, Volume II:			
1940, No. 1	6d. 0.15	1940, No. 3	6d. 0.15
1940, No. 2	6d. 0.15	1940, No. 4	6d. 0.15
Monthly List of Books catalogued in the Library of the League of Nations, 13th Year, Nos. 1-3, January-March 1940*			
		1/6	0.45
Monthly List of Selected Articles, 12th Year, Volume XII, Nos. 1-2, December 16th, 1939-February 15th, 1940*			
		5/-	1.20
Chronology of International Treaties and Legislative Measures, 11th Year, Volume XI, Nos. 1-2, December 16th, 1939-February 15th, 1940*			
		2/-	0.50
Fourth Committee (Budgetary and Administrative Questions) of the Assembly. Summary of the Meetings of the December 1939 Session*			
		3/-	0.75
Records of the Twentieth Ordinary Session of the Assembly (December 11th-14th, 1939). Plenary Meetings*			
		3/-	0.75
<i>Financial Section and Economic Intelligence Service (II.A).</i>			
Cinquante-deuxième rapport du Commissaire de la Société des Nations en Bulgarie (période juillet-septembre 1939). (French text only.) (C.366.M.279.1939.II.A.) (Ser. L.o.N. P. 1939.II.A.23)			
		9d.	0.20
Raw Materials and Foodstuffs. Production by Countries, 1935 and 1938. (Ser. L.o.N. P. 1939.II.A.24)			
		2/6	0.60
Money and Banking 1939/40. Volume I. Monetary Review. (Ser. L.o.N. P. 1940.II.A.2/1)			
		3/-	0.75

Statistical Year-Book of the League of Nations 1939/40. (Ser. L.o.N. P. 1940.II.A.3) *:

	St.	\$
In wrappers	10/-	2.50
Bound in cloth	12/6	3.50

European Conference on Rural Life.

European Conference on Rural Life. National Monographs drawn up by Governments:

United Kingdom. (C.111.M.66.1939.) (Ser. L.o.N. P. European Conference on Rural Life 19)	1/6	0.40
Yugoslavia. (C.169.M.99.1939.) (Ser. L.o.N. P. European Conference on Rural Life 23)	1/6	0.40
Hungary. (C.223.M.151.1939.) (Ser. L.o.N. P. European Conference on Rural Life 27)	1/6	0.40
Bulgaria. (C.233.M.159.1939.) (Ser. L.o.N. P. European Conference on Rural Life 28)	1/6	0.40
Poland. (C.359.M.272.1939.) (Ser. L.o.N. P. European Conference on Rural Life 29)	1/6	0.40

Social Questions (IV).

<i>Child Welfare Information Centre.</i> Summary of the Legislative and Administrative Series of Documents of the Child Welfare Information Centre published in 1939. (C.12.M.10.1940.IV.) (Ser. L.o.N. P. 1940.IV.1)	1/6	0.40
<i>Advisory Committee on Social Questions.</i> Summary of Annual Reports for 1938/39, drawn up by the Secretariat. Obscene Publications. (C.27.M.24.1940.IV.) (Ser. L.o.N. P. 1940.IV.2)	6d.	0.15
<i>Advisory Committee on Social Questions.</i> Summary of Annual Reports for 1938/39, prepared by the Secretariat. Traffic in Women and Children. (C.28.M.25.1940.IV.) (Ser. L.o.N. P. 1940.IV.3)	1/6	0.40
<i>Child Welfare Information Centre.</i> Annual Report on Child Welfare for the Fourth Session of the Advisory Committee on Social Questions (June 24th, 1940). (C.41.M.37.1940.IV.) (Ser. L.o.N. P. 1940.IV.4)	4/-	1.00

Mandates (VI.A).

<i>Permanent Mandates Commission.</i> Minutes of the Thirty-seventh Session held at Geneva from December 12th to 21st, 1939, including the Report of the Commission to the Council. (C.7.M.5.1940.VI.) (Ser. L.o.N. P. 1940.VI.A.1)	6/-	1.50
--	-----	------

Political Section (VII).

Report of M. Carl Burckhardt, High Commissioner of the League of Nations at Danzig. (C.42.M.38.1940.VII.) (Ser. L.o.N. P. 1940.VII.1)	9d.	0.20
--	-----	------

Reduction of Armaments (IX).

	St.	\$
Armaments Year-Book, 1939/40. General and Statistical Information. (C.228.M.155.1939.IX.) (Ser. L.o.N. P. 1940.IX.1)	15/-	3.75

Financial Administration of the League of Nations (X).

Audited Accounts for the Twenty-first Financial Period (1939) and Report thereon by M. U. A. J. Brunskog, Auditor. (C.158.M.144.1940.X.) (Ser. L.o.N. P. 1940.X.1)	5/-	1.25
---	-----	------

Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs (XI).

Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, of July 13th, 1931. Estimated World Requirements of Dangerous Drugs in 1940. Statement issued by the Supervisory Body under Article 5. (C.379.M.292.1939.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1939.XI.9)	2/6	0.60
Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs. Revised List, drawn up by the Sub-Committee of Experts, of Drugs, Preparations and Proprietary Medicines coming under The Hague (1912) and Geneva (1925) Opium Conventions and the Limitation Convention (Geneva, 1931). (C.348.M.263.1939.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1940.XI.1) *	5/-	1.25
Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs. Annual Reports of Governments on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs for the Year 1938: I. Analytical Study; II. Synoptic Statistical Tables. (C.124.M.113.1940.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1940.XI.2)	2/6	0.60
Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs. Report to the Council on the Work of the Twenty-fifth Session held at Geneva from May 13th to 17th, 1940. (C.125.M.114.1940.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1940.XI.3)	1/6	0.40
Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, of July 13th, 1931. Estimated World Requirements of Dangerous Drugs in 1941. Statement issued by the Supervisory Body under Article 5. (C.155.M.141.1940.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1940.XI.4)	2/6	0.60
Permanent Central Opium Board. Report to the Council on the Statistics of Narcotics for the Year 1939 and the Work of the Board during 1940. Issued in compliance with the terms of the Geneva Opium Convention, signed on February 19th, 1925, and the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, signed at Geneva on July 13th, 1931. (C.157.M.143.1940.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1940.XI.5)	2/-	0.50

**Publications issued
during the first half of 1941.**

	St.	\$
Monthly Bulletin of Statistics, Volume XXII * , published each month.		
Annual subscription, 12 numbers, post free	£1	5.—
Weekly Epidemiological Record, 16th Year * , published each week.		
Annual subscription, 52 numbers, post free	25/-	6.25
Treaty Series. Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations :		
Volume CXCIX, 1939/40, Nos. 4660-4685 *	15/-	3.75
Monthly List of Selected Articles :		
12th Year, Volume XII, Nos. 3-4, February 16th-April 15th, 1940 *	5/-	1.20
13th Year, Volume XIII, Nos. 1-4, December 16th, 1940-April 15th, 1941 *	5/-	1.20
13th Year, Volume XIII, Nos. 5-6, April 16th-June 15th, 1941 * .	5/-	1.20
Europe's Trade, a Study of the Trade of European Countries with Each Other and with the Rest of the World. (Ser. L.o.N. P. 1941. II.A.1) :		
Bound (in U.S.A. only)		2.—
Paper covers	5/-	1.25
Bulletin of the Health Organisation, Volume IX, No. 3, 1940/41 . . .	4/-	1.—
Advisory Committee on Social Questions. Summary of Annual Reports for 1939/40, prepared by the Secretariat. Traffic in Women and Children. (C.35.M.32.1941.IV.) (Ser. L.o.N. P. 1941.IV.1.) (roneo)	1/-	0.25
Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs. Minutes of the Twenty-fifth Session held at Geneva from May 13th to May 17th, 1940. (C.162.M.147.1940.XI.) (Ser. L.o.N. P. 1941.XI.1.) (roneo)	2/6	0.60
International Assistance to Refugees. Report by the High Commissioner (C.7.M.7.1941.XII.) (Ser. L.o.N. P. 1941.XII.B.1)	9d.	0.20
Brief Statement on the Activities of the League of Nations and its Organs in 1940 and 1941 submitted by the Acting Secretary-General (C.41.M.38.1941.) (Ser. L.o.N. P. 1941.1)	1/-	0.25

* * *

**LEAGUE OF NATIONS
PUBLICATIONS DEPARTMENT
GENEVA**

Periodical Publications of the League of Nations

TREATY SERIES

Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations

Under the terms of Article 18 of the Covenant of the League of Nations: "Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered." The publication of the *Treaty Series* fulfils this provision of the Covenant.

Single copies of forthcoming Volumes 15/- \$3.75
Special price for any series of 12 volumes already published £7 10s. \$37.50

MONTHLY BULLETIN OF STATISTICS

a synopsis giving the most recent information concerning the economic position
of more than fifty countries.

This information is received each month direct, in many cases by cable, from all parts of the world.

Annual subscription £1 \$5.00 post-free.
Single number 1/9 \$0.45

BULLETIN OF THE HEALTH ORGANISATION

This publication was begun in 1932 to enable medical men, public officials, health workers and laboratory workers to procure readily the material brought together by the Health Organisation of the League, material till then scattered in a large number of publications not easily accessible to the public.

Price (single numbers) 4/- \$1.00

WEEKLY EPIDEMIOLOGICAL RECORD

Intended mainly for national and port health authorities, whom it informs of the outbreak and progress of epidemics of plague, cholera, smallpox, etc., so that they can take the necessary quarantine measures.

Annual subscription (post free) £1 5s. \$6.25
Single numbers 6d. \$0.15

MONTHLY LIST OF SELECTED ARTICLES

13th Year — Volume XIII — 1941

A current bibliography of recent articles of interest to research workers in the fields of economics, finance and communications and to all who are concerned with the political, legal and social questions of the day.

Indexed from about 800 of the most important periodicals published in all parts of the world.

The *Monthly List of Selected Articles* is not at present published each month, but is issued at intervals in the form of combined numbers, the price usually being per issue 5/-; \$1.20.

**AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS
OF THE LEAGUE OF NATIONS**

- SOUTH AFRICA (Union of)** — Maskew Miller, Ltd., 29, Adderley Street, CAPE TOWN.
- ALBANIA** — Librarija Lumo Skendo, TIRANA.
- ARGENTINE** — Libreria "El Ateneo", M. Pedro Garcia, 340-344, Florida, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA (Commonwealth of)** — H. A. Goddard Pty., Ltd., 2552, George Street, SYDNEY.
- BELGIUM** — Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 16-22, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA** — Arnó Hermanos, Calle Ilimani, Nos. 10-20, LA PAZ.
- BRAZIL** — "Livraria Allema", Frederico Will, rua da Alfandega, 69, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA** — Librairie Française et Etrangère, J. Carasso & Cie., Bd. "Tsar Osvoboditel", No. 8, SOFIA.
- CANADA** — League of Nations Society in Canada, 124, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE** — Carlos Niemeyer, Libreria Universal, Cas. 293, VALPARAISO.
- CHINA** — Commercial Press, Ltd., Sales Office, 211, Honan Road, SHANGHAI.
- COLOMBIA** — Libreria Voluntad S. A., calle Real, Nos. 297-301, BOGOTÁ.
- COSTA RICA** — Libreria Lehmann y Cia., Apartado 147, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA** — La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly, 59, HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA** — Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- DANZIG** — Georg Stilké, Buchhandlung, Langgasse 27, DANZIG.
- DENMARK** — Einar Munksgaard, International Bookseller & Publisher, Nørregade, 6, COPENHAGEN.
- ECUADOR** — Victor Janer, GUAYAQUIL.
- EGYPT** — G. M.'s Book Shop, 116, Sharia Emad El Din, CAIRO.
- ESTONIA** — Akadeemiline Kooperatiiv, Ülikooli Tán. 13, TARTUS.
- FINLAND** — Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2, HELSINKI.
- FRANCE** — Editions A. Pedone, 73, rue Soufflot, PARIS (V^e).
- GERMANY** — Carl Heymanns Verlag, Mutterstrasse 44, BERLIN, W. 8.
Manzsche Verlagsbuchhandlung (Jul. Klinkhardt & Co.), G. m. b. H., Kohlmarkt 16, WIEN I.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND AND THE CROWN COLONIES** — George Allen & Unwin, Ltd., 40, Museum Street, LONDON, W. C. 1.
- GREECE** — "Eleftheroudakis", Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA** — Goubaud & Cia., Ltda., Sucesor, GUATEMALA.
- HAITI** — Librairie-Papeterie Mme. D. Viard, PORT-AU-PRINCE.
- HUNGARY** — Librairie Grill, R. Gergely S. A., Dorottya-u. 2, BUDAPEST.
- ICELAND** — Peter Halldorsson, REYKJAVIK.
- INDIA** — The Book Company, Ltd., College Square, 4/4 A, CALCUTTA.
Indian Branch Office of the Secretariat of the League of Nations, 8, Curzon Road, NEW DELHI.
- IRELAND** — Eason & Son, Ltd., 79-82, Middle Abbey Street, DUBLIN.
- ITALY** — S. A. Editrice G. C. Sansoni, Viale Mazzini 24, FLORENCE (114).
- JAPAN** — Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 6, Nihonbashi Tori-Nichome, TOKYO.
Mitsukoshi Limited, Surugacho, Nihonbashi, TOKYO.
"San Yo-Sha", Librairie internationale de Tokio, 17, Nishikuromon-cho, Shitaya, TOKYO.
- LATVIA** — Latvijas Telegrafa Agentura "Leta", Kr. Barona iela, 4, RIGA.
- LITHUANIA** — Kooperacijos Bendrovė "Spaudos Fondas", Laisvės Alėja, 62, KAUNAS.
- LUXEMBURG** — Librairie J. Schummer, Place Guillaume, 5, LUXEMBURG.
- MEXICO** — Central de Publicaciones S. A. (Antes Agencia Misrachí), Edificio "La Nacional", Av. Juarez 4, MEXICO, D. F.
- NETHERLANDS** — N. V. Martinus Nijhoff's Boekhandel en Uitgevers-Mij., Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NETHERLANDS INDIES** — Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- NEW ZEALAND** — Whitcombe & Tombs, Ltd., Booksellers, CHRISTCHURCH.
- NORWAY** — Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- PALESTINE** — Leo Blumstein, Book and Art Shop, 48, Nablath Benjamin Street, P.O.B. 91, TEL-AVIV.
The Palestine Educational Co., Messrs. B. Y. & W. A. Said, Jaffa Road 98 & 100, P.O.B. 84, JERUSALEM.
- PANAMA** — Isidro A. Beluche, Apartado 755, Avenida Norte No. 49, PANAMA.
- PARAGUAY** — Libreria Internacional Santiago Puigbonet, Casilla de Correo 581, ASUNCION.
- POLAND** — Gebethner & Wolff, ulica Zgoda 12, WARSAW.
- PORTUGAL** — J. Rodrigues & Cia., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA** — "Cartea Românească", 3-5, Boul. Regele Carol I, BUCHAREST, I.
- SPAIN** — Libreria Bosch, Ronda Universidad, 11, BARCELONA.
Libreria Internacional de Romo, Alcala, 5, MADRID.
- SWEDEN** — Aktiebolaget C. E. Fritzes Kgl. Hofbokhandel, Fredsgatan, 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND** — Librairie Payot & Cie., GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE, BASLE.
Hans Raunhardt, Buchhandlung, Kirchgasse 17, ZÜRICH, I.
- TURKEY** — Librairie Hachette, Succursale de Turquie, 469, Av. de l'Indépendance, Boîte postale 2219, ISTANBUL.
- UNITED STATES OF AMERICA** — Columbia University Press, International Documents Service, 2960, Broadway, NEW YORK, N. Y.
- URUGUAY** — "Casa A. Barreiro y Ramos" S. A., 25 de Mayo Esq. J. C. Gomez, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA** — Libreria Alejandro d'Empaire, Traposos a Colón, 36, Apartado postal 274, CARACAS.
- YUGOSLAVIA (Kingdom of)** — Librairie Geca Kon S. A., 12, rue Knez Mihailova, BELGRADE.
Librairie de l'Université et de l'Académie Yougoslave, St. Kugli, Ilica, 30, ZAGREB.
Knjigarna "Schwentner", Presernova ulica, LJUBLJANA.

For other Countries, apply:

PUBLICATIONS DEPARTMENT OF THE LEAGUE OF NATIONS,
GENEVA (Switzerland)